



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 31 janvier 2020**

-----

**PROCES-VERBAL**

En l'absence du Président, la présidence de séance est assurée par la première Vice-Présidente, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**Madame la Présidente de séance**

Bonsoir à toutes et bonsoir à tous. Je vais désigner une secrétaire de séance : Maud BODKIN, si elle est là et si elle veut bien venir me rejoindre à la tribune.

*Madame BODKIN procède à l'appel.*

**Madame la Présidente de séance**

Merci Maud.

*Madame la Présidente déclare la séance ouverte.*

**Madame la Présidente de séance**

Plusieurs informations maintenant.

*Interventions hors micro.*

**Madame la Présidente de séance**

La première concerne la présentation des résultats des fouilles sur le site du port antique de Lattes. J'appelle Monsieur Gaël PIQUES, ingénieur d'études au CNRS. Il va venir nous exposer cela pendant un petit quart d'heure.

**Gaël PIQUES**

Merci de m'accueillir. Je remercie également Monsieur SAUREL de m'avoir invité pour vous présenter le résultat des fouilles sur le port de Lattara.

Tout d'abord, quelques mots rapides sur la zone portuaire de Lattara. La ville de Lattes, qui a été découverte par Henri PRADES en 1964, est fondée dans le delta du Lez par des Etrusques en bordure d'une vaste lagune, le stagnum Latera, qui est mentionnée par PLINE. Grâce aux travaux récents de l'INRAP sur la Lironde et plus récemment sur les Hauts de Lattes, nous savons désormais que le site était en relation avec une vaste agglomération, avec laquelle il entretenait des liens. Cette agglomération va très vite être abandonnée, un quart de siècle après la fondation de Lattara qui, elle, va s'accroître passant de deux à 20 ha.

Depuis 1983, le site est étudié dans le cadre d'une fouille programmée par une équipe internationale et pluridisciplinaire sous la direction de Michel PY. Les derniers programmes en cours consacrés aux maisons étrusques sont arrivés à terme et seront bientôt publiés dans les volumes de la série Lattara, qui est celle du site. Le port repéré par Henri PRADES par plusieurs sondages a fait l'objet, par la suite, d'un programme de fouilles par Dominique GARCIA. Pour ce nouveau programme sur le port, nous avons voulu nous intéresser à une parcelle qui avait encore été peu explorée qui se trouve au Sud de la ville primitive. Ce projet est mené par une équipe qui s'est renouvelée, également internationale et pluridisciplinaire. Nous sommes des archéologues et il y a des spécialistes qui travaillent également sur la constitution de l'environnement ou l'exploitation des ressources animales et végétales. La fouille est également le support d'un chantier école. Tout cela fonctionne grâce au soutien de la Métropole de Montpellier, du Ministère de la Culture et de la Région Occitanie que je tiens vraiment à remercier.

Pour débiter ce programme, nous avons lancé sur toute la parcelle que je vous ai montrée des prospections géophysiques, électriques et électromagnétiques. Le but était de repérer les structures dans le sous-sol. Nous avons pu voir que les structures se concentraient sur la moitié Ouest du terrain et nous avons pu voir la limite de l'extension de la ville vers la lagune. Nous avons également en tête l'idée de vérifier l'hypothèse de l'existence d'un chenal qui avait été émise par PRADES. Nous avons retrouvé ce chenal. PRADES ne s'était pas trompé. Nous avons donc bien ce chenal. Le site, à partir de l'époque romaine, n'est plus un site qui donne sur la lagune. Le port est relié à la lagune par ce chenal.

Sur la base de ces données, nous avons lancé deux fouilles : une sur le chenal et une autre sur ce que j'appelle la terrasse portuaire. Je passerai rapidement sur la terrasse portuaire. Dans ce secteur, les images et la géophysique n'étaient pas très nettes. Nous voulions donc compléter un peu le plan. Nous sommes tombés sur des bâtiments à vocation commerciale, certainement des boutiques en relation avec des entrepôts datés du

premier siècle de notre ère. Ce chenal est canalisé. Il s'agit d'un chenal romain ; celui-là est augustéen. Il est bordé par un puissant quai qui donne sur la terrasse portuaire où on débarquait les marchandises. Sur l'autre rive, nous avons un mur qui permet de maintenir les berges. Il fait 15 m de large.

Je tiens à insister sur le fait que ce sont des conditions de fouilles qui sont très difficiles. Nous fouillions à peu près à 1,60 m sous le niveau de l'eau. Nous n'étions pas plongeurs. Il fallait donc évacuer l'eau, la boue. Je remercie vraiment les étudiants d'avoir toujours travaillé dans la bonne humeur et d'avoir accompli un travail titanesque. Vous pouvez le juger avec la diapositive suivante. Voici le quai de la rive droite. Sur la diapositive suivante, vous avez une vue rapprochée de ce quai, qui est conservé sur 1,50 m dans le point le plus bas. Il manque un mètre d'élévation. A l'origine, il faisait 2,50 mètres de hauteur. Sur la diapositive suivante, une autre vue du quai et de pieux en bois qui appartiennent certainement à une structure d'appontement, qui sont plantés contre ce quai. Sur la diapositive suivante, le mur de l'autre rive qui maintient les berges.

Ce chenal présente deux intérêts : le premier, c'est d'avoir servi de dépotoir. Nous avons donc énormément de matériel. Il est très riche en matériel avec tous les déchets de la ville. Cela va nous permettre de les caractériser. De plus, il y a des conditions de conservation exceptionnelles en milieu humide. On retrouve du tissu, du cuir mais également des objets en bois. Je vous ai mis un panier en exemple. Là, vous avez un objet exceptionnel – nous en connaissons deux en France – : il s'agit d'une quenouille qui est tournée en buis sur laquelle on accrochait la laine qui était ensuite filée avec un fusaïole et un fuseau. Nous avons à peu près 3000 objets. Je vais vous faire une sélection rapide. Ce qui est intéressant, c'est de resituer les activités. Sur la diapositive suivante, je vous ai mis des objets en lien avec la pesée, avec le commerce. Les objets ne sont pas restaurés à l'exception de ce curseur en forme de gland, de balance romaine. Tout le reste n'a pas encore été restauré. Vous pouvez juger de l'état de conservation. Le bronze n'est pas oxydé. Sur la diapositive suivante : un stylet. Le mobilier lié à l'écriture est surreprésenté sur le port par rapport à l'intérieur de la ville. Le stylet, notre ancien stylo, servait à écrire sur les tablettes en cire et des couteaux à calame servaient à tailler ces couteaux ; les calames servaient à écrire avec de l'encre. Sur la diapositive suivante, vous avez des éléments de jeux, des jetons en os ou en pierre ainsi que des dés ; certainement du jeu des latroncules.

Il y a énormément de mobiliers de pêche : des lests, des hameçons, des navettes de filet. Lattes est le site qui a livré le plus de matériel de pêche. C'est considérable. Ces données peuvent être liées ensuite avec tous les prélèvements que nous faisons des restes de poisson qui nous permettent de restituer les activités de pêche et de consommation du poisson. Sur la diapositive suivante, voilà une intaille avec une Vénus. Je vous ai mis à côté un cure-oreilles en os – c'est l'ancêtre de notre coton-tige – et un instrument de médecine : il s'agit d'une sonde-cuillère en bronze que l'on retrouve dans des trousseaux d'oculiste. Une épingle à cheveux en os avec une main sculptée qui tient un œuf. Elle est exposée au musée de Lattes si vous voulez la voir. Un éperon qui est magnifique. Il n'a pas encore été restauré mais il n'y a pas grand-chose à faire. Des aiguilles en bronze et en os. Nous en avons une quantité. J'en ai mis seulement deux. Elles servaient à coudre les sacs, à fermer les sacs de marchandises.

Nous avons des vases complets mais nous aurons beaucoup de travail à faire de remontage tant pour le verre que pour la céramique. Nous n'avons pas trouvé de bateau mais nous avons tout de même des éléments dont une membrure de bateau qui a été réutilisée comme pieu ; il s'agit d'un des pieux que vous avez vus tout à l'heure. Nous n'avons pas pu le sortir en entier. Il était vraiment enfoncé. Il y a des réas de poulie. Ce sont ces disques qui sont dans les poulies. Je vous ai également mis une petite gravure qui est au musée de Lattes. Elle a été trouvée dans les fouilles du port de Dominique GARCIA. Elle représente un bateau avec une proue concave comme celles des bateaux de haute mer représentés sur la mosaïque d'Ostie. Peut-être qu'on a des bateaux de haute mer. On ne sait pas mais on a des éléments qui tendent à le montrer.

Je vous ai parlé du mobilier mais après il y a tous les restes, les prélèvements que nous réalisons pour étudier l'environnement, l'économie, tout ce qui est consommé. Voyez l'état de conservation. Ce sont des noyaux d'olives, des noix et des pêches. Nous avons même retrouvé des raisins qui ont encore leur peau. Nous avons des quantités de raisin. Ce sont des déchets de vinification qui sont jetés dès le deuxième siècle avant notre ère. Nous les avons confiés à des collègues de l'ISEM de Montpellier qui dans une ANR sur la viticulture ont réussi à faire extraire de l'ADN. Nous saurons donc à quel type de cépage ce vin qui était produit à Lattes appartenait.

Pour finir, la fouille du chenal. Nous avons atteint nos objectifs. Nous allons arrêter la fouille parce qu'il serait trop compliqué de continuer. Si nous voulons vraiment aller dans le centre du chenal, ce serait beaucoup trop profond. En revanche, pour les années à venir, il y a des priorités. Sur la diapositive suivante, c'est l'endroit

où nous fouillons actuellement sur la terrasse portuaire et au Sud. On a des bâtiments en bordure de lagune. On voit les zones conductrices qui indiquent qu'on est vraiment en bordure de lagune. Il faut aller voir ce que c'est. Il y a le troisième bâtiment à aller voir qui est celui-ci qui fait à peu près plus de 60 m de long avec une cour centrale. C'est de là que vient la mosaïque au poisson qu'a trouvé Henri PRADES. C'est certainement un bâtiment public : soit un marché, un aureum ou – on peut rêver – un siège des corporations. Je ne sais pas.

Enfin, il y a beaucoup de choses à voir pour la suite. J'espère que je n'ai pas été trop long. Merci.

### **Madame la Présidente**

Merci beaucoup Monsieur PIQUES pour cette présentation. Le Conseil de Métropole, vous avez vu, vous a applaudi parce qu'il a pris beaucoup de plaisir à vous écouter. Merci.

Le deuxième point est tout simplement un hommage aux Maires que je voudrais faire ce soir. Pour ce dernier Conseil de la mandature, notre Président, Philippe SAUREL, a souhaité saluer le travail réalisé ces six dernières années par les élus de notre assemblée et par les Maires des 30 communes qui composent, avec Montpellier, notre belle Métropole. Nous avons voulu marquer un temps particulier pour rendre hommage aux Maires qui siègent aujourd'hui pour la dernière fois. Comme vous le savez, cinq d'entre eux ont, en effet, décidé, parfois après 30 ans de mandat, de ne pas se représenter aux prochaines élections municipales.

Être Maire – ce n'est pas moi qui vous dirais le contraire –, c'est le plus beau des mandats. C'est le mandat de la proximité, du terrain, au plus près des citoyens. Être Maire, cela consiste à être sur tous les dossiers, à être sollicité la nuit et le jour, quel que soit le motif. Être Maire, c'est être tout à la fois : chef du service technique, du personnel, des chantiers, de l'état civil. Les Maires portent en eux plus qu'une vocation, bien plus qu'un mandat électoral et le poids des responsabilités. Ils portent un engagement personnel au service des citoyens. Dans un contexte où le service public et l'organisation territoriale se spécialisent un peu plus chaque jour, le Maire est contraint de s'adapter à une société et à un environnement législatif en évolution permanente.

Vous, Messieurs les Maires de Castelnau-le-Lez, de Castries, du Crès, de Montferrier-sur-Lez et de Vendargues, avez été les témoins et les acteurs de ces transformations. Vous avez siégé à l'époque au District puis à la Communauté d'agglomération et aujourd'hui au sein de la Métropole de Montpellier. Notre Métropole est riche de la diversité de ses 31 communes mais aussi de la diversité des élus qui la composent. Il était donc légitime de vous rendre hommage pour avoir participé à l'histoire de notre territoire.

C'est donc un honneur pour moi, aujourd'hui, de remettre la médaille de citoyen d'honneur de la Métropole à Monsieur Pierre BONNAL pour trois mandats, Maire du Crès depuis 2001. Conseiller communautaire puis métropolitain de 2001 à 2020.

Monsieur Pierre DUDIEUZERE pour cinq mandats. Maire de Vendargues depuis 1989. Conseiller au District de 1989 à 2001. Conseiller communautaire puis métropolitain de 2001 à 2020.

Monsieur Michel FRAYSSE. Cinq mandats. Maire de Montferrier-sur-Lez depuis 1989. Conseiller au District de 1989 à 2001. Conseiller communautaire puis métropolitain de 2001 à 2020.

Monsieur Jean-Pierre GRAND. Six mandats. Maire de Castelnau-le-Lez de 1983 à 2017. Conseiller au District de 1983 à 2001. Conseiller communautaire puis métropolitain de 2001 à 2020.

Monsieur Gilbert PASTOR pour trois mandats. Conseiller municipal de Castries depuis 1971. Maire de Castries depuis 2001. Conseiller communautaire puis métropolitain de 2001 à 2020.

Bravo Messieurs.

Je suis désolée mais je vais un peu refroidir l'assistance maintenant puisque je vais vous demander une minute de silence dans quelques instants. Je vais d'abord passer la parole à Max LEVITA qui va vous parler de Monsieur Jean-Pierre BOUVIER récemment décédé.

### **Max LÉVITA**

Madame la Présidente, mes chers collègues, je vous propose ce soir d'honorer la mémoire de Jean-Pierre BOUVIER qui vient, comme vous le savez, de disparaître. Beaucoup d'entre vous l'ont connu puisqu'il a été

Conseiller de l'Agglomération pendant deux mandats et ont pu apprécier sa courtoisie, sa discrétion, sa gentillesse. Il était de ces êtres que l'on aime bien connaître. Il a été un compagnon de Georges FRECHE. Il a été un compagnon fidèle, loyal, présent, compétent. Georges FRECHE l'a nommé Adjoint, puis Vice-Président à l'Agglomération, à l'époque, en charge de la solidarité, de la liaison ville santé. Il a été en particulier chargé des relations internationales au sein de la Technopole puis en charge du sport, poste qu'il a occupé jusqu'en 2008.

À ce titre, il a suivi la construction du stade de rugby Yves-du-Manoir où il a pu œuvrer en 2007 à la Coupe du monde. Il est intervenu dans toutes les équipes professionnelles de la Métropole : le rugby, le foot, le hand et le basket féminin à Lattes où son rôle a été important. Il a ainsi participé et travaillé à la construction de notre réputation de première ville sportive de France, hors Paris.

Je suis heureux de l'avoir connu et de pouvoir saluer en lui un artisan, aux côtés de Georges FRECHE, du travail réalisé pour faire de notre Ville, de notre Agglomération hier, de notre Métropole aujourd'hui, la septième Ville de France avec sa réputation sportive, culturelle, universitaire, économique, etc.

Merci Jean-Pierre pour tout ton dévouement à notre territoire. En votre nom à nous tous, nous présentons à son épouse Michèle, à ses enfants, à sa famille, nos condoléances et toute notre sympathie.

**Madame la Présidente de séance**

Merci. Je vous demande de vous lever, s'il vous plaît.

*Le Conseil de Métropole observe une minute de silence.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous reprenons le cours. Vous avez trouvé sur vos tables différents documents comme à chaque fois que nous faisons un Conseil de Métropole. Cette fois-ci, vous avez aussi le magnifique livre de Pierre SOULAGES que vous pourrez regarder tranquillement.

Nous passons à l'approbation de l'ordre du jour.

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 31 JANVIER 2020**

**Madame la Présidente de séance**

L'ordre du jour comporte 92 affaires. Est-ce que je peux le mettre aux voix ? Monsieur ROUILLEAULT.

**Henri ROUILLEAULT**

Merci Madame la Présidente. Je voulais juste prendre la parole quelques minutes pour, tout d'abord, m'associer à ce qui a été dit sur un souhait de prompt rétablissement à Philippe SAUREL. C'est tout d'abord ce que l'on doit à toute personne qui est dans les difficultés et ensuite parce qu'en politique, on a des partenaires, on a des concurrents mais on n'a pas d'ennemis. C'est très important d'avoir ce sentiment de solidarité.

Je voudrais également en profiter pour faire quelques vœux à cette assemblée qui tient aujourd'hui sa dernière réunion sous une présidence inédite, celle souriante de Jackie GALABRUN-BOULBES, et mettre à profit ce que j'ai appris pendant ces six ans à vos côtés, en ayant la chance de côtoyer des fonctionnaires de qualité et des élus dévoués à la population.

Mon premier vœu, c'est d'abord que prévale le respect mutuel entre les élus. C'est la condition pour qu'une assemblée comme celle-là fonctionne. Les 31 Maires ne seront jamais tous de gauche, jamais tous de droite, jamais tous du centre. Il y a besoin fondamentalement de ce respect mutuel et je pense que nous avons besoin pour cela d'une gouvernance partagée, d'une gouvernance de projet sur un projet territorial qui devra évidemment être amendé pour tenir compte de ce qui va se passer dans chacune des 31 communes en matière électorale mais sur un projet territorial et pas sur un projet partisan. C'est une gouvernance de projet dont nous avons besoin.

Deuxième vœu : nous avons besoin de davantage de transparence. La charte des Maires prévoit qu'une délibération qui concerne une commune ne peut pas avoir lieu sans l'aval de son Maire. Je pense qu'il faut aller plus loin et qu'on pourra réviser là-dessus le système de gouvernance. Je pense qu'il faut que sur les

délibérations principales – bien sûr le PLUi mais aussi les ZAC, les PUP, etc. –, le Conseil municipal soit consulté lorsqu'elles concernent une commune et quand elles sont évidemment de taille significative pour ce qui est de leur contenu.

Dernier vœu : il faut davantage de déconcentration. J'ai en souvenir une intervention importante de Gilbert PASTOR qui nous disait la voirie est maintenant une compétence métropolitaine. Il faut que tout ne remonte pas place Zeus, il faut qu'il ait davantage de réactivité, davantage de déconcentration au niveau des secteurs de la Métropole.

Voilà quelques-uns des vœux que je voulais faire pour que notre assemblée travaille mieux pour les six ans qui viennent.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Je passe maintenant à l'approbation de l'ordre du jour.

*Pour : 88 voix*

## **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 18 DÉCEMBRE 2019**

**Madame la Présidente de séance**

Vous avez eu le procès-verbal du 18 décembre 2019. Est-ce qu'il y a des commentaires, des rajouts, des modifications ? Non.

*Pour : 88 voix*

## **APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**Madame la Présidente de séance**

Je passe à la synthèse des décisions par le Président. Est-ce qu'il y a des commentaires là-dessus ? C'est juste un prendre acte. Je vous remercie.

*Le Conseil prend acte des décisions.*

## **AFFAIRE N° 1 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SCHÉMA DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE URBAINE ET DU TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE – APPROBATION**

*M. Alex LARUE sort de séance (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE).*

*Mme Isabelle TOUZARD sort de séance (avec le pouvoir de M. Thierry QUILES).*

**Madame la Présidente de séance**

On rentre avec la première affaire dont le rapporteur est Monsieur RICO sur les Transports et Mobilité. C'est le schéma directeur de la logistique urbaine et du transport de marchandises en ville. Je laisse Monsieur RICO présenter ce point.

**Jean-Pierre RICO**

Madame la Présidente, mes chers collègues, peut-être que dans un premier temps – nous allons l'afficher – une définition assez simple de la logistique urbaine. En attendant, je vous rappelle le contexte.

Par délibération en date du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la délibération cadre sur la logistique et le transport de marchandises en ville et la mise en place d'un schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville à l'échelle du pôle métropolitain. La présente délibération a pour objet de valider le schéma directeur qui fixe la feuille de route opérationnelle en ce domaine.

Nous allons peut-être revenir au slide précédent. Vous avez ici la définition de Danièle PATIER. La logistique urbaine, c'est l'art d'acheminer dans les meilleures conditions les flux de marchandises qui entrent, sortent et circulent dans la ville.

La logistique désigne donc une série d'opérations physiques portant sur des produits agricoles ou industriels

et complétant la fabrication (transports, entreposage, manutention, emballage notamment) qui constitue une part substantielle de la valeur du produit final. Le transport des marchandises en ville est l'art d'acheminer dans les meilleures conditions les marchandises qui entrent, circulent et sortent de la ville. C'est la définition de Danièle PATIER. Au niveau urbain, la logistique recouvre une réalité très large et complexe : l'approvisionnement des commerces, les livraisons à domicile, la collecte des ordures ménagères, le transport de fonds, les courses des particuliers, l'acheminement du courrier, les flux des chantiers du bâtiment et des travaux publics, etc.

La mise en place du plan d'action sur la logistique et le transport de marchandises en ville vise de nombreux objectifs : tout d'abord, répondre à l'urgence climatique, contribuer à améliorer la qualité de l'air et réduire les nuisances liées au transport. Par exemple, les véhicules liés à la logistique représentent 25 % des émissions de dioxyde de carbone émises par les véhicules en milieu urbain et 20 % de l'occupation de la voirie. Au droit de Montpellier, et notamment sur l'autoroute, les poids lourds contribuent entre 30 et 40 % aux émissions de dioxyde de carbone et de particules et à plus de 51 % de l'émission de d'oxydes d'azote. Ensuite, il s'agit de contribuer à l'évolution écologique et numérique du secteur de la logistique, d'attirer également des entreprises sur l'ensemble de la chaîne de valeur (transporteurs, logisticiens, armateurs) en cohérence avec le schéma actuel des entreprises, de participer à la création d'emplois adaptés aux demandes du tissu local, d'optimiser le fonctionnement des réseaux afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations et enfin, d'accroître les circuits de distribution de proximité notamment dans le domaine agroalimentaire.

En ce qui concerne les enjeux et les objectifs, la stratégie mise en place par le schéma directeur a pour objet :

- d'anticiper l'évolution des besoins fonciers en logistique par l'identification des flux par filière et des sites pour la logistique et types de fonction ;
- de développer la complémentarité entre les modes et de favoriser l'usage des modes alternatifs à la route des flux entrants et sortants typiquement ferroviaires ou voie d'eau ;
- de prendre en compte la logistique dans les projets d'aménagement et de déplacement ;
- d'améliorer la gestion des trafics de transit ;
- de mieux maîtriser l'empreinte environnementale du transport routier en contribuant à la diminution du nombre de véhicules et du nombre de kilomètres qu'ils parcourent ;
- d'optimiser les livraisons de marchandises dans les communes de la Métropole et de favoriser la massification, donc la mutualisation du fret ;
- d'établir des préconisations pour développer une logistique métropolitaine intelligente et durable sur le territoire de la Métropole de Montpellier en lien avec les centres générateurs de trafics régionaux.

Pour ce qui concerne le plan d'action et de mise en œuvre du schéma directeur, il convient d'approuver et de mettre en place le schéma directeur de la logistique dans le cadre d'une gouvernance et d'actions partenariales associant l'ensemble des institutions et des acteurs de la filière. La feuille de route consiste en la mise en œuvre de 19 actions sur la période 2020–2025 :

#### ➤ **La planification urbaine et l'aménagement opérationnel**

- intégrer dans les documents de planification et les cahiers des charges des aménageurs les enjeux de la logistique urbaine. Il s'agit notamment d'élaborer une Opération d'Aménagement et de Programmation (une OAP) logistique intégrée au plan local d'urbanisme intercommunal ;
- créer un Centre de Distribution Urbain (un CDU) sur le marché d'intérêt national de Montpellier et réactiver l'embranchement ferroviaire ;
- régénérer les voies ferroviaires au parc du Salaison à Vendargues ;
- mieux accueillir la logistique urbaine dans les quartiers par la création d'espaces de logistique urbains, des points d'accueil de véhicules et des aires de livraison adaptées ;
- structurer le déploiement des stations multi-énergies (gaz naturel et hydrogène) ainsi que des bornes de recharge électrique.

#### ➤ **La réglementation**

- Point n° 6 : l'installation d'une zone à faibles émissions et adapter les réglementations d'accès au centre-ville ;
- Point n° 7 : mettre en cohérence les réglementations relatives au transport de marchandises des communes de la Métropole ;

➤ **La gouvernance et la promotion du territoire**

- mettre en place une instance de concertation avec l'ensemble des parties prenantes, les institutionnels, les gestionnaires d'infrastructures, les professionnels du transport et de la logistique, les commerçants, les artisans, les laboratoires de recherche, etc. ;
- mieux valoriser le territoire et le caractère stratégique des infrastructures de transport que ce soient les réseaux routiers, ferroviaires ou fluviaux pour les échanges de marchandises auprès des instances nationales et européennes.

➤ **L'organisation logistique**

- mieux articuler la logistique amont et aval en améliorant les interfaces avec le grand pôle logistique ;
- étudier l'opportunité de la mise en place d'un service métropolitain de fret ferroviaire en lien avec le port de Sète ;
- contribuer à l'émergence de services fluviaux notamment depuis le site des Quatre-Canaux à Palavas-les-Flots ;
- favoriser l'émergence du service tram-fret ;
- organiser la logique du BTP sur le territoire métropolitain ;
- améliorer le partage de l'espace public en optimisant l'usage des aires de livraison et le partage de la voirie ;
- optimiser la logistique des services de la Métropole, des délégataires et de ses partenaires ;
- faciliter l'émergence de nouvelles solutions logistiques durables permettant de massifier le recours à des modes de transport décarbonés et mutualisés.

➤ **La culture interne, la politique d'achat, le suivi, la sensibilisation**

- élaborer des documents pédagogiques sur la logistique à destination des services techniques et des décideurs ;
- mettre en œuvre un suivi partenarial de plans d'action notamment par la création d'un observatoire de la logistique ;
- sensibiliser les citoyens aux enjeux de la logistique notamment à l'impact logistique du e-commerce.

Le montant estimatif prévisionnel de l'ensemble des coûts d'étude, de concertation, d'accompagnement de l'ensemble de ces projets ainsi que les coûts d'investissement et de fonctionnement est estimé à environ 26 millions d'euros sur la période 2020–2025. La mise en œuvre opérationnelle de ce plan d'action repose sur de nombreux acteurs tant publics (l'État, la Région, la SNCF, les VNF, l'ADEME, les Agglomérations) mais également sur les acteurs privés tels que les transporteurs, logisticiens et aménageurs, avec lesquels une large concertation sera menée.

La présente délibération a donc pour objet de valider le schéma directeur qui fixe la feuille de route opérationnelle dans ce domaine. Je vous remercie de votre attention.

**Madame la Présidente**

Merci Monsieur RICO. Est-ce qu'il y a des prises de parole concernant cette feuille de route ? Pas de prise de parole. Je vais vous demander de la mettre aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*



**AFFAIRE N° 2 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET HERAULT ENERGIES POUR LE FINANCEMENT D'UNE ETUDE RELATIVE AU DEPLOIEMENT DE STATIONS D'AVITAILLEMENT GNV / BIO GNV ET DE DISTRIBUTION D'HYDROGENE SUR LE TERRITOIRE OCCITANIE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Alex LARUE entre en séance (avec le pouvoir de M. Pierre DUDIEUZERE).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 2 : Transports et Mobilité – Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Énergies pour le financement d'une étude relative au déploiement de stations d'avitaillement GNV/Bio GNV et de distribution d'hydrogène sur le territoire Occitanie. Est-ce que vous voulez des explications du rapporteur ? Non. Je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 73 voix*

**AFFAIRE N° 3 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CHARTE « ECLAIRAGE PUBLIC » ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ADEME OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 3 : ça concerne la voirie et l'espace public. C'est la charte « *éclairage public* » entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME Occitanie. Tu prends la parole pour donner quelques explications, Thierry, s'il te plaît.

**Thierry BREYSSE**

Madame la Présidente, chers collègues, l'ADEME Occitanie va publier une charte « *éclairage public* ». La signature de cette charte va permettre de valoriser auprès du grand public toutes les actions réalisées par la Métropole sur ce thème. Cette stratégie métropolitaine d'éclairage public a pour but d'économiser l'énergie en utilisant les ressources de manière rationnelle, de mieux maîtriser nos budgets pénalisés par la hausse du prix de l'énergie, de réduire les impacts de l'éclairage public sur la santé humaine, de préserver la biodiversité, l'environnement, de la pollution lumineuse.

Nous vous demandons d'approuver la signature de cette charte entre la Métropole et l'ADEME Occitanie.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur BREYSSE. Des questions sur ce point ? Je mets au vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 4 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CHARTE D'ENGAGEMENT « UNE PLAGE SANS DÉCHET PLASTIQUE » - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 4 : on est toujours dans la voirie, espace public. C'est une charte d'engagement « *Une plage sans déchet plastique* » - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Thierry.

## **Thierry BREYSSE**

La Métropole est concessionnaire de la gestion du domaine public maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, jusqu'en 2028. Cette charte d'engagement « *Une plage sans déchet plastique* » a été établie en lien avec l'Association nationale des élus du littoral, de nombreux acteurs comme l'ADEME, le Conservatoire du littoral ou Surfrider foundation. Elle comprend 15 engagements concrets répartis en trois volets :

- le volet sensibilisation qui mobilise les acteurs économiques, qui informe les usagers et qui propose des réunions d'information ;
- le volet prévention : intégration du zéro plastique dans les cahiers des charges des événements municipaux et aussi le nettoyage, le ramassage et collecte et tri des déchets.

Un label va découler de cette charte et devrait voir le jour d'ici quelques mois. Je vous propose d'approuver cette charte d'engagement « *Une plage sans déchet plastique* ».

## **Madame la Présidente de séance**

Merci. Des prises de parole ? Des questions ? Non. Je mets donc aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

## **AFFAIRE N° 5 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PLAN D'AMÉLIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES (PAPPH) PORTANT SUR LES ESPACES METROPOLITAINS DES POLES PIEMONTS ET GARRIGUES ET PLAINE OUEST – APPROBATION – DEMANDE DE SUBVENTION**

## **Madame la Présidente**

Affaire n° 5 : on est sur l'approbation des Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) sur les Pôles Piémonts et Garrigues et Plaine Ouest ainsi que des demandes de subvention auprès du FEDER. C'est un sujet que j'ai suivi sur les deux côtés. Est-ce qu'il y a des questions sur ce point ? Non. Je mets au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

## **AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION - VOIRIE MÉTROPOLITAINE - DÉNOMINATION DE VOIE : PONT ANDRÉ VEZINHET - APPROBATION**

## **Madame la Présidente de séance**

Nous arrivons au point n° 6 qui est hors commission. C'est de la voirie métropolitaine. C'est la dénomination d'une voie. Je vais laisser Monsieur Max LEVITA le relater.

## **Max LÉVITA**

Merci Madame la Présidente. Mes chers collègues, ce n'est pas la tradition d'honorer des personnes de leur vivant, mais il faut parfois bousculer les traditions. Elle a déjà été bousculée à Montpellier par Madame Hélène MANDROUX qui a donné le nom de Raymond DUGRAND, alors vivant, à l'avenue qui va du rond-point Ernest-Granier à Montpellier à l'avenue Georges-Frêche à Lattes.

Aujourd'hui, je suis très honoré, très fier, très touché, très ému aussi, de vous proposer, en l'absence de notre Président, de donner le nom d'André VEZINHET, qui est bien vivant, à un pont qui a et qui aura une importance capitale pour la mobilité de notre territoire. Aujourd'hui, si André VEZINHET est retiré des affaires publiques – sinon notre proposition serait inconvenante –, il faut reconnaître qu'il a joué un rôle capital dans la conquête de la Ville de Montpellier par Georges FRECHE dès 1977, dont il a été un lieutenant fidèle et loyal, dans son action à la Mairie de Montpellier où il fut Adjoint au personnel, Président de l'OPAC, Vice-Président du CCAS, dans son rôle au Conseil régional puisqu'il a été nommé au premier Conseil régional qui a été décidé en 1986 où il a été Vice-Président en charge de la formation professionnelle, et enfin, dans son rôle au Conseil général dont il a assumé la présidence de 1998 à 2015.

Ce pont, la Métropole – à l'époque, c'était l'Agglomération – en avait besoin d'abord pour fluidifier la circulation de Montpellier à Clapiers et Montferrier-sur-Lez, ensuite, pour préparer l'avenir. Je dois ajouter – vous savez que c'est une précision importante à mes yeux – que le Département l'a financé dans sa totalité.

Je ne serai pas plus long. André VEZINHET a bien mérité cela de la Métropole. Je suis heureux d'avoir eu à vous proposer cette nomination destinée à souligner le rôle éminent joué par un grand élu. J'espère que vous m'accompagnerez dans cette dénomination.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Max. Je compléterai en disant que c'est avec l'accord du Maire de Montferrier-sur-Lez que ce nom a été donné. Je crois bien que je vous ai coupés dans vos applaudissements.

Je passe la parole à Monsieur FRAYSSE.

**Michel FRAYSSE**

Je voulais simplement rajouter que cet ouvrage détermine, effectivement, l'entrée de Montferrier-sur-Lez. Il s'est très bien intégré dans l'environnement et il rend un service énorme parce qu'il y a quelques années pour rentrer ou sortir de Montferrier-sur-Lez, dans ces quartiers, c'était la croix et la bannière.

Le Conseil municipal de Montferrier-sur-Lez sera tout à fait favorable à délibérer pour dénommer ce pont ou ce rond-point André VEZINHET. Nous en sommes ravis.

**Madame la Présidente de séance**

Merci beaucoup Michel. Je rajoute que ce pont va également servir à la cinquième ligne de tramway pour aller jusqu'à Clapiers.

D'autres prises de parole ? Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – VILLE DE MONTPELLIER – MODIFICATION N°13 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION**

*M. Gérard LANNELONGUE quitte la séance et laisse un pouvoir à M. Fabien ABERT.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons au point n° 7 : planification et aménagement durables du territoire, foncier sur la Ville de Montpellier avec la modification n° 13 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Est-ce qu'il y en a qui veulent que le rapporteur vous détaille plus ? C'est bon ? Vous avez tout compris. C'est parfait. Je mets au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

**AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE CLAPIERS - MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 8 : nous sommes maintenant sur la commune de Clapiers et c'est la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Même chose : si vous avez besoin d'un complément d'information, le rapporteur se fera un plaisir de vous en donner sinon, je vais passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup. Adopté à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 9 : nous sommes maintenant sur la commune de Castelnau-le-Lez avec la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Des questions ? Je passe au vote. Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTAUD – CRÉATION DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS (PDA) AUTOUR DES RUINES DU CHATEAU DE MONTLAUR - ACCORD**

**Madame la Présidente de séance**

Commune de Montaud avec la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour des ruines du Château de Montlaur. Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole ? Non. Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE FABREGUES - CRÉATION DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS AUTOUR DE L'EGLISE SAINT JACQUES - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 11 : Commune de Fabrègues – Création du Périmètre Délimité des Abords autour de l'Église Saint-Jacques ; comme le nom de son Maire, oserais-je rajouter. Des questions sur ce point ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES QUARTIERS MOSSON ET CÉVENNES - CONVENTIONS DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA VILLE DE MONTPELLIER A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 12 : nous sommes sur le nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. C'est une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée

Métropole. Le rapporteur est Chantal MARION. Tu veux nous en dire quelques mots, Chantal ?

### **Chantal MARION**

C'est donc la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole. Au vu des éléments proposés, la Métropole réalise la totalité des équipements nécessaires à la réalisation des opérations dans le cadre des deux projets de renouvellement urbain que ce soit le quartier Cévennes ou Mosson. Ainsi, la Métropole va se voir transférer par convention la maîtrise d'ouvrage sur les équipements relevant en principe des compétences de la commune de Montpellier. Les ouvrages sont remis ensuite à la commune après réception des travaux notifiée aux entreprises. Nous vous demandons donc d'approuver les conditions de réalisation et de financement du programme des équipements publics et d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Madame la Présidente de séance**

Merci Chantal. Des questions supplémentaires au rapporteur ? Non. Je fais voter.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 77 voix*

### **AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER DE LA POMPIGNANE - CONVENTION TRIPARTITE DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) JAUSSEMAND NORD ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA SNC PINVILLE DEMAIN ET LA SA3M - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Madame la Présidente de séance**

Affaire 13 : toujours sur la commune de Montpellier au quartier de la Pompignane. C'est une convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) Jaussemand Nord entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC Pinville Demain et la SA3M. S'il n'y a pas d'information et de demande, je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

### **AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) COURBESSAC - HECTARE - COMMUNE DE SAINT-DREZERY - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Madame la Présidente de séance**

Vient ensuite le Projet Urbain Partenarial (PUP) de Courbessac – HECTARE – sur la commune de Saint-Drézéry. C'est une approbation de la convention de PUP avec une convention de reversement à la commune. C'est la quote-part pour les écoles. Quelqu'un demande plus d'explication ? Non. Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 86 voix*

**AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ROUTE IMPERIALE - SCCV IMPERIALE - COMMUNE DE BAILLARGUES - MODIFICATION DU PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS DU PUP PERIMETRAL « ROUTE IMPERIALE » - AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PUP CONCLUE AVEC LA SCCV IMPERIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Nous sommes toujours dans les PUP, dans les Projets Urbains Partenariaux. On est Route Impériale. On est sur la commune de Baillargues – Modification du programme d'équipements publics du PUP périmétral « *Route Impériale* ». C'est l'avenant n° 2 à la convention de PUP conclue avec la SCCV Impériale. C'est pour demander une autorisation de signature. Des compléments d'information ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

**AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) SALENGRO - TERRES DU SOLEIL PROMOTION – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - DELIMITATION DU PERIMETRE DE PUP « SALENGRO » - CONVENTIONS DE PUP « SALENGRO I » ET « SALENGRO II » ET PERIMETRE D'APPLICATION DES PRESENTES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 16 : PUP Salengro - Terres du Soleil Promotion. On est sur la commune de Castelnau-le-Lez. C'est la délimitation du périmètre de PUP « *Salengro* », les conventions de PUP « *Salengro I* » et « *Salengro II* » et le périmètre d'application des présentes. Des questions ? Monsieur ROUILLEAULT.

**Henri ROUILLEAULT**

Merci Madame la Présidente. C'est typiquement pour moi le genre de délibération qu'il faudrait aussi passer avant en Conseil municipal. C'est ce que j'évoquais tout à l'heure. Nous sommes au centre-ville de Castelnau-le-Lez, au centre de gravité entre les trois places du centre-ville : la place de l'Europe face à la mairie, la place Charles-de-Gaulle à l'entrée de ville et la place de la Liberté où il y a l'église de Castelnau-le-Lez, l'église historique. Il y a des problèmes de transparence, de fluidité entre ces trois places. Nous sommes précisément sur ce sujet. Je ne vais pas embêter les Maires des autres communes en étant plus long dans mon exposé mais je pense que nous aurons des choses à dire et qu'il faut pouvoir trouver un cadre pour dire ce que nous pouvons concrètement faire pour que ce PUP soit une vraie réussite. Je pense qu'il est important de prendre en compte cette remarque à l'avenir.

**Madame la Présidente de séance**

Très bien, Monsieur. Elle est notée. Il n'y a pas d'autres prises de parole ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*

**AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET NEXITY IR PROGRAMMES LANGUEDOCROUSSILLON RELATIVE A L'OPERATION SISE AVENUE DE LA CROIX DU CAPITAINE ET RUES DE CLARET ET DE LA PAILLE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Roger CAIZERGUES sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 17 : toujours une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Nexity IR Programmes Languedoc Roussillon relative à l'opération sise avenue de la Croix du Capitaine et rues de Claret et de la Paille à Montpellier. Des demandes d'explication ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION AVEC SNCF RESEAU SUR L'ANCIENNE VOIE FERREE DE MONTPELLIER A COURNONSEC - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Valérie BARTHAS-ORSAL et M. Roger CAIZERGUES entrent en séance.  
M. Henri DE VERBIZIER sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Je continue avec l'affaire 18 et la convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau sur l'ancienne voie ferrée de Montpellier à Cournonsec. Peut-être que Chantal veut dire quelques mots sur cette affaire 18.

**Chantal MARION**

Oui, je pense que cette affaire comme la suivante, Madame la Vice-Présidente et chers collègues, est très importante. Vous connaissez évidemment la motivation du Président de la Métropole et de tous les collègues ici présents. Mon collègue et ami et voisin ne me contredira pas : le schéma directeur des mobilités actives a pour but de développer l'usage des modes actifs de déplacement. L'ensemble des dépendances domaniales publiques de SNCF Réseau composant la section de ligne située entre Cournonsec et Montpellier a été effectivement déclassé et désaffecté par la SNCF. Tout d'abord, en 1970, toute circulation a été arrêtée pour le service des voyageurs et ensuite, en 1987, pour le trafic des marchandises. Il y a eu ensuite fermeture de cette ligne.

À l'heure actuelle, ces lignes sont désaffectées, sont broussailleuses et les rails sont là mais en très mauvaise qualité donc inutilisables. La Métropole s'est donc rapprochée de SNCF Réseau pour pérenniser le transfert de gestion de la dépendance domaniale ayant fait l'objet de travaux dans le cadre de la réalisation du pôle médical qui se situe au niveau de Saint Jean de Védas et du PUP dénommé « *Chemin de la Roque* » arrivant à son terme le 10 juillet 2020. C'est donc un transfert de gestion de la portion de la voie ferrée concernée. C'est très important car la SNCF n'a, tout d'abord, pas voulu que nous achetions cette partie-là. Il y a donc un bail de 30 ans qui est signé avec la SNCF. Ceci est important car cela représente 12,8 km, quasiment 13 km, qui sont évidemment accessibles et qui seront utilisés. Il y aura évidemment un forfait par an – Monsieur LEVITA – pas très élevé de 3 159 €.

La convention de transfert de gestion est l'objet de la présente délibération. Je vous demande donc d'approuver la signature avec SNCF Réseau. Ceci est évidemment important pour la Métropole.

**Madame la Présidente de séance**

Là, nous sommes sur Cournonsec. Est-ce qu'il y a des prises de parole ? Non. Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 85 voix*



**AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - REALISATION D'UNE VOIE DEVOLUE AUX MODES ACTIFS, LOGISTIQUES ET TRANSPORT COLLECTIF ENTRE SAINT GENIES DES MOURGUES ET VENDARGUES – CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION AVEC SNCF RESEAU DES PARCELLES CONSTITUANT L'ANCIENNE VOIE FERREE ENTRE VENDARGUES ET CASTRIES – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Pascal KRZYZANSKI arrive en séance (le pouvoir donné à M. Jérémie MALEK est annulé).*

*M. Henri DE VERBIZIER entre en séance.*

*M. Fabien ABERT (avec le pouvoir de M. Gérard LANNELONGUE) sort de séance.*

*M. Éric PETIT quitte la séance sans laisser de pouvoir.*

**Madame la Présidente de séance**

L'affaire 19 est de la même veine.

**Chantal MARION**

Exactement. Elle est importante parce qu'entre Vendargues et Sommières, les rails ont été enlevés. Cette piste est donc très intéressante. Tout d'abord, elle est dans un état un peu déplorable, comme je le disais tout à l'heure : il y a beaucoup de broussailles, etc. La Métropole s'est donc rapprochée de SNCF Réseau pour procéder pareillement au transfert de gestion de la dépendance domaniale. Cela représente environ 2 km. Cela va permettre, vu qu'il y a déjà une piste qui a été faite par le Département qui part de Saint Geniès des Mourgues jusqu'à Sommières, de relier et de faire une liaison pour aller jusqu'à Vendargues. Ceci est important. Cela rejoindrait évidemment le parc du Salaison. Ceci est une opportunité pour nous. Pareillement, c'est un bail de 30 ans qui est fait pour 195,62 euros par an hors taxes.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Chantal. Je passe la parole à Pierre BONNAL.

**Pierre BONNAL**

Une question simple : pouvons-nous revoir la photo aérienne que nous avons eue dans le dossier, s'il vous plaît ? Vous l'avez ?

**Chantal MARION**

Moi, je l'ai. Si tu as une question, je peux te répondre.

**Pierre BONNAL**

Simplement : on s'arrête à la gare de Vendargues. La question est : pourquoi on ne continue pas jusqu'à la RD 65 pour rattraper la piste cyclable qui amène directement au tramway au Crès. Vous avez environ 4 km de piste cyclable de cet embranchement entre, de mémoire, l'ex 112 et la RD 65. La piste cyclable commence sans interruption jusqu'à la ligne de tramway. Elle est prise par les collégiens de Vendargues aujourd'hui. Pourquoi on s'est arrêté, alors que la voie continue, à la gare de Vendargues et qu'on n'a pas continué ? À vue de nez, cela ne fait pas 1 km et le sillon de la voie est toujours là.

J'ai vu par ailleurs que dans ce qui était exposé par notre collègue Maire de Pérols, qu'il y avait quelque chose au niveau ferroviaire vers la zone industrielle de Vendargues. Cela va être un sacré paquet ; ne serait-ce que le pont au-dessus du Salaison, il est fichu. Cela coûtera pas mal d'argent. Je veux dire que cela ne se fera pas demain alors que là, la piste cyclable me paraît être réalisable très facilement dès l'instant où c'est plat et dès l'instant où rien n'est construit, à ma connaissance, sur cette voie ferrée. Plus loin, elle rejoint évidemment la 113 mais là, c'est un autre problème puisqu'il faudra bien tôt ou tard se raccorder sur la rue de la Vieille-Poste. Les services de l'urbanisme de la Métropole sont parfaitement au courant du projet. Je n'ai donc pas compris pourquoi on s'arrêtait à la gare de Vendargues. C'est ma simple question, Chantal.

**Chantal MARION**

Tout simplement parce que la convention que nous présentons ici est une convention de transfert de gestion avec la SNCF sur des réseaux de parcelles. Si vous voulez, il faut arbitrer la question de la desserte ou ce qui est important au niveau du fret, également.



**Pierre BONNAL**

Je n'ai pas compris de quelle desserte tu parlais.

**Chantal MARION**

Pardon ?

**Pierre BONNAL**

La desserte de quoi ? De la zone ?

**Chantal MARION**

Oui, la desserte de la zone entre le fret du Système U. Monsieur BONNAL, je crois que c'est cité dans l'étude qui est jointe.

**Pierre BONNAL**

Il y a une première partie qui touche à la ZAC Domitia sur Castries–Vendargues, si je me souviens bien, puis le gros dépôt est dans le parc d'activité du Salaison. Je pense que là, il y a pas mal de salariés qui y vont et qui viennent de Saint Geniès, de Castries, de Vendargues. Pourquoi ne pas finir à vélo ?

**Chantal MARION**

Là, de toute manière, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, il s'agit d'une convention de transfert de gestion avec SNCF Réseau de ces parcelles. Mais, ensuite, effectivement, nous pouvons étudier la suite de cette piste cyclable. Vous savez, de toute manière, Philippe SAUREL, qui travaille en direct avec Vélocité, est favorable pour créer toutes ces pistes cyclables. Donc, votre intervention est très juste, très à propos, mais vous savez qu'une étude n'est jamais arrêtée. Je vous remercie donc de votre intervention.

**Madame la Présidente de séance**

Pierre, je pourrais rajouter que cette voie ferrée n'est pas déclassée pour l'instant. Cela veut donc dire que la SNCF la garde parce qu'elle a peut-être d'autres vues avec. Cela n'empêche pas, comme vient de le dire Chantal, de pouvoir réfléchir pour la suite.

**Pierre BONNAL**

Bon, je ne rentre pas dans le détail. Ayant des cousins partout dans le coin, je l'ai surpris assez souvent en Micheline. C'est tout. Je pense vraiment que cela fait une artère royale pour le vélo.

**Madame la Présidente de séance**

Nous le notons.

**Chantal MARION**

Cela fait partie également des trames vertes et bleues que nous avons inscrites dans le SCoT. Ça, ça fait partie des trames vertes.

**Pierre BONNAL**

Oui, c'est vrai. Merci.

**Chantal MARION**

Merci.

**Madame la Présidente de séance**

Je passe la parole à Gilbert PASTOR.

**Gilbert PASTOR**

Moi, je suis ravi qu'on arrive enfin car le coup est parti au mandat précédent parce que quand la SNCF a déclassé la voie, nous avons eu peur qu'elle vende cette voie par appartement. Il y en avait qui était intéressé. Tout ce que je peux dire c'est qu'au niveau de Castries, nous avons une zone non aedificandi de 16 m de part et d'autre de la voie, ce qui fait que sur 32 m, on peut faire passer à la fois un système de transport en commun propre et à la fois une piste cyclable et même de la promenade à cheval ou autres. Il y aura largement la place pour tout cela. J'ai vu que lors du dernier Conseil, nous avons acté entre Saint-Geniès et Castries. Le Département a fait après entre Saint Geniès et Sommières. Toutefois, Pierre a raison. Le problème, c'est que cela fait un moment que l'on parle – quand j'y étais, on en parlait déjà – de desservir le Salaison par voie

ferrée, par fret, ce qui n'était pas encore acquis. Je sais combien Chantal est attachée à ce projet.

En tout cas, moi, je me félicite qu'enfin, cette convention soit passée. On avait d'ailleurs lancé les deux côtés c'est-à-dire de Cournonsec ; Christian s'en rappelle, cela doit dater de sept ou huit ans. C'est une très bonne chose qu'on y soit arrivé. C'est un peu lent mais enfin...

**Madame la Présidente de séance**

Mais ça se fait.

**Gilbert PASTOR**

Ils sont allés à vélo.

**Madame la Présidente de séance**

Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 83 voix*

**AFFAIRE N° 20 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – QUARTIERS MOSSON ET CEVENNES – CONVENTION EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RELATION DE CONFIANCE EN MATIERE D'EVALUATION DOMANIALE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Je passe au point n° 20 qui concerne la commune de Montpellier, les quartiers Mosson et Cévennes. C'est une convention en vue de la mise en œuvre de la relation de confiance en matière d'évaluation domaniale. C'est une demande d'autorisation de signature. Est-ce que vous voulez plus d'explications auprès du rapporteur ? Non.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N° 21 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER CENTRE - VENTE D'UN APPARTEMENT SITUÉ 23 RUE DES BALANCES A MONSIEUR MANUEL GAVIRIA - PARCELLE CADASTREE HV 328 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Cyril MEUNIER quitte la séance et laisse un pouvoir à M. Thierry DEWINTRE (annule le pouvoir accordé par Mme Carole DONADA).*

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 21 : Commune de Montpellier. Là, nous sommes dans le quartier Centre. C'est la vente d'un appartement situé 23 rue des Balances à Monsieur Manuel GAVIRIA – Parcelle cadastrée HV 328 – Autorisation de signature. Quelqu'un veut des explications ?

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 22 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - ACQUISITION D'UN BIEN SITUÉ 3 PLACE DE L'EGLISE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 22 : Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. C'est une acquisition d'un bien situé 3 place de l'Eglise. Plus d'explications ? Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

**AFFAIRE N° 23 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTAUD – INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ – APPROBATION**

*Mme Julie FRECHE (avec le pouvoir de M. Hervé MARTIN) sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 23 : Commune de Montaud – Instauration du droit de préemption urbain renforcé. Qui veut prendre la parole ? Des demandes d'explication ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 24 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ACTION FONCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR TDF LA BLANQUETTE – CONVENTION OPERATIONNELLE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Joël VERA (avec le pouvoir de Mme Michèle CASSAR) sort de séance.*

*Mme Anne BRISSAUD quitte la séance sans laisser de pouvoir.*

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 24 : action foncière pour le développement économique – Commune de Montpellier – Secteur TDF La Blanquette. La Métropole avait signé une convention d'anticipation foncière en 2015. Cette dernière arrive à échéance le 3 juin 2020. Il convient de la poursuivre en convention opérationnelle pour une durée de huit ans afin de conclure la dernière acquisition à réaliser. S'il n'y a pas de question, je fais voter.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N° 25 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET ATMO OCCITANIE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 25 : c'est le renouvellement de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Atmo Occitanie. Des explications complémentaires pour ce point-là ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N° 26 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - ACCORD-CADRE DE RECHERCHE CONTRACTUELLE AVEC LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT (CSTB) - CONVENTIONS D'APPLICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 26 : c'est l'accord-cadre de recherche contractuelle avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB). Ce sont des conventions d'application. Des explications complémentaires ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 27 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT 2020 ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ÉCOLE POLYTECH - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Nous venons ensuite dans le développement économique avec la convention de partenariat 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'école Polytech. C'est l'élargissement de la convention 2019 qui portait exclusivement sur la création d'entreprises innovantes, le partenariat BIC. Ce partenariat implique un partenariat financier direct de la part de la Métropole consistant en la mise à disposition de moyens, supports, relais de communication, salles pour des événementiels dans la mesure des possibilités de la Métropole et d'un local pour les expérimentations au sein de la station d'épuration Maera. Je passe donc au vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N° 28 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DELEGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Sonia KERANGUEVEN et M. Rabii YOUSSEF sortent de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 28 : prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole. C'est une autorisation de signature. Qui veut prendre la parole ? Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 75 voix*

**AFFAIRE N° 29 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - FRAIS DE DÉPLACEMENT A L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION**

*M. Alex LARUE quitte la séance sans laisser de pouvoir (annule le pouvoir accordé par M. Pierre DUDIEUZERE).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 29 : frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole. Des explications ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 72 voix*

**AFFAIRE N° 30 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ORGANISMES ECONOMIQUES EXTERIEURS - AUTORISATION D'ADHERER – APPROBATION**

*Mme Isabelle TOUZARD (avec le pouvoir de M. Thierry QUILLES) entre en séance.*

*M. Jean-Pierre RICO sort de séance.*

*M. Jean-Luc SAVY quitte la séance sans laisser de pouvoir.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 30. Cela concerne les organismes économiques extérieurs. C'est une autorisation pour adhérer. Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans. Des prises de parole ? Des demandes de renseignement ? Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Mylène FOURCADE, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PÉREZ, Mme Marie Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

**AFFAIRE N° 31 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMEGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2020 - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 31 : Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole – Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) – Demande de subventions pour l'année 2020. Des questions ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 73 voix*

**AFFAIRE N° 32 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ECOCITÉ - CITE INTELLIGENTE - PROJET DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT "MON CAP SANTÉ" - ACCORD DE CONSORTIUM AVEC KYOMED INNOV, LA CHAIRE E-SANTÉ ET LE CCAS DE LA VILLE DE MONTPELLIER – AVENANT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Abdi EL KANDOUSSI sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Je suis toujours dans le développement économique, avec l'Ecocité intelligente. C'est le projet « *Mon Cap santé* » d'une durée de 26 mois qui se termine le 20 février 2020. Au regard de l'avancée du projet, des prolongements industriels des deux services Faciligo, qui est la mobilité solidaire, et Lili Smart, plate-forme de coordination autour de la personne âgée, il convient de poursuivre le projet pendant 10 mois et de signer ainsi un avenant à l'accord de consortium. Ce prolongement n'a pas d'incidence financière. Des questions ? Je passe au vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 33 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ - PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ A CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION EUPIC POUR L'ANNEE 2020 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Abdi EL KANDOUSSI entre en séance.*

*Mmes Stéphanie JANNIN et Isabelle TOUZARD (avec le pouvoir de M. Thierry QUILES) et M. Noël SÉGURA (avec le pouvoir de Mme Chantal CLARAC) sortent de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 33 : relations internationales, tourisme, parcs d'activité. C'est la plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu. C'est une attribution de subvention. Je vais donner la parole à Monsieur PASTOR.

**Gilbert PASTOR**

Nous commençons à avoir l'habitude. Cela fait un certain nombre d'années que nous votons cette subvention à l'EUPIC qui est notre partenaire au niveau chinois. Je crois que Mme SEGREE-DAI va venir prochainement à Montpellier. Vous avez dans le rapport le nombre de bouteilles qui ont été vendues. Je peux vous dire que les viticulteurs qui participent sont très contents de la manière dont cela se passe. Suite à la mission qui a eu lieu au mois de novembre à Chengdu et Qingdao, le service de développement économique, représenté par Pascal RIBES entre autres, a eu des contacts avec de grands groupes d'État. Nous en avons reçu un, entre autres, il y a une quinzaine de jours qui a visité 12 caves, 12 propriétés. Je les ai personnellement accompagnés à Saint-Drézéry. Ils sont très intéressés. Cela nous laisse espérer que, pour cette année, les ventes

en Chine vont certainement doubler. Il y a eu la venue de MACRON, etc. Les vins du Languedoc ont été appréciés. Ils ont été trouvés meilleurs que les Bordeaux, mais ça, ce n'est pas la peine d'aller en Chine pour le savoir ; il y a longtemps que je le sais. Comme c'était une étiquette cachée, ils se sont fait couillonner. C'est donc une excellente chose.

Je vous propose donc de renouveler la subvention de 30 000 € à EUPIC. Nous avons quelqu'un qui est basé là-bas, qui travaille pour nous et qui s'occupe d'accueillir les viticulteurs lorsqu'ils vont là-bas. C'est fléché typiquement « *filière viticole* ».

**Madame la Présidente de séance**

Tout à fait. Je rajouterai que cela représente tout de même 741 254 bouteilles c'est-à-dire 62 conteneurs. Cela concernait 21 communes et 33 producteurs sont impliqués là-dedans. C'est tout de même une belle opération.

**Gilbert PASTOR**

Tout à fait.

**Madame la Présidente de séance**

Je vais donc passer au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 34 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS 2020 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 34 : c'est le soutien aux manifestations – Attribution de subventions – Conventions 2020. Les associations sont toutes énumérées dans l'affaire.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, Mme Marie Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 62 voix*

**AFFAIRE N° 35 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – COMMUNES DE LATTES, PÉROLS, SAINT JEAN DE VÉDAS, VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – CLASSEMENT EN COMMUNE TOURISTIQUE – DOSSIER DE CANDIDATURE – AUTORISATION**

*Mme Sonia KERANGUEVEN entre en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous sommes à l'affaire 35 sur les communes de Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas, Villeneuve-lès-Maguelone. Toutes ces communes ont sollicité la Métropole, compétente en matière de tourisme, pour lancer la procédure de classement en commune touristique auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Gilbert PASTOR**

C'est la loi. Ce sont normalement les communes qui demandent mais comme nous avons la compétence tourisme, il faut que cela soit chapeauté par la Métropole. Les quatre Communes sont d'accord. Elles font, tout d'abord, un pôle tout à fait cohérent. Je rappelle qu'il n'y a que Montpellier qui est classé Commune touristique actuellement, ce qui est intéressant pour Max. Toutes sont d'accord. Je vous propose donc de suivre l'avis de ces quatre communes.



**Madame la Présidente de séance**

Je te remercie, Gilbert. Je mets donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE -  
MARCHÉ INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER (MIPIM) 2020 -  
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE,  
LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Isabelle TOUZARD (avec le pouvoir de M. Thierry QUILES) et M. Noël SEGURA (avec le pouvoir de Mme Chantal CLARAC) entrent en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 36 : c'est le Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2020. C'est la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM.

**Gilbert PASTOR**

Là, il n'y a rien à dire. C'est chaque année la même chose.

Je voudrais toutefois profiter de l'occasion qui m'est permise à l'occasion de la présentation du dernier rapport que j'ai à faire en Conseil communautaire pour, comme je l'ai fait hier lors de la galette du service du Développement économique, remercier toutes ces années que j'ai passées aux côtés des fonctionnaires du Développement économique, ceux des relations internationales. J'ai demandé à Philippe BOULET de transmettre à tous ses collègues mes remerciements. Je me suis particulièrement éclaté. Je dois dire que j'avais un peu peur au départ quand, en 2001, Georges FRECHE m'a dit, tu vas prendre la Technopole en tant que responsable. Je devais succéder à un ancien doyen de droit et à Anne-Yvonne LE DAIN. J'étais un peu le Petit Poucet. Il m'a fait confiance. Je l'en remercie beaucoup parce que j'ai vraiment vécu des moments absolument merveilleux et surtout, je sais qu'il y a une équipe dans ce domaine-là – Chantal MARION l'incarne parfaitement – extrêmement compétente et extrêmement dévouée pour le développement économique de notre territoire. Je les en remercie et, dorénavant, je suivrai vos délibérations sur Internet.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Gilbert. Je me joins à tes remerciements.

**Gilbert PASTOR**

Permettez-moi un dernier mot, puisque je suis en train de livrer un combat que tout le monde connaît, pour remercier celles et ceux qui m'ont adressé des messages de sympathie et continuent à le faire. Merci à eux.

**Madame la Présidente de séance**

Pour cette affaire 36, s'il n'y a pas de demande de parole, je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 64 voix*



**AFFAIRE N° 37 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - CONTRAT DE CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉNERGIE CALORIFIQUE, RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID, AVEC LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE (SERM) - AVENANT N°5 LIÉ AU PLAN QUINQUENNAL DE TRAVAUX 2017/2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jean-Pierre RICO entre en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 37 : nous arrivons sur l'énergie et la transition énergétique et c'est pour le contrat de concession de distribution publique d'énergie calorifique, Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). C'est l'avenant n° 5 lié au plan quinquennal de travaux 2017/2021. Si vous voulez plus d'explications, le rapporteur se tient à votre disposition. Des questions ? Des demandes ?

Madame LLORET, allez-y.

**Éliane LLORET**

Je ne sais pas si c'est mon dernier Conseil de Métropole ou pas ; on verra. Je voudrais simplement dire par rapport à ce rapport que je l'avais déjà souligné il y a quelques semaines par rapport au travail qui est fait par la SERM. Vous savez que le territoire se développe énormément sur Montpellier et il s'agit donc avec cet avenant de participer encore une fois avec de l'énergie renouvelable au développement des quartiers qui se créent à la fois sur Saint-Roch, EAI, comme à Cambacérès, etc. Je voudrais donc également saluer par rapport à cela la SERM, bien sûr, et au niveau du quartier Saint-Roch rappeler que nous allons travailler sur du photovoltaïque. Les équipes ont réussi à faire accepter du photovoltaïque sur le quartier Saint-Roch qui va être carrément en énergies renouvelables. S'il y a d'autres questions, j'y réponds.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Madame LLORET. Des questions ? Non. Vous avez bien répondu à tout.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 38 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - FINANCEMENT DU RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - GARANTIES D'EMPRUNTS ACCORDEES A LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

*M. Jean-Luc COUSQUER sort de séance (avec le pouvoir de M. Jean-Marc DI RUGGIERO).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 38 : c'est le financement du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid. Ce sont des garanties d'emprunts accordées à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui est concessionnaire. C'est juste pour une approbation. Des questions ? Non. Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 66 voix*

**AFFAIRE N° 39 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ENEDIS POUR L'EXPERIMENTATION D'UN SERVICE DE DONNEES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Joël VERA entre en séance (avec le pouvoir de Mme Michèle CASSAR).*

*Mme Isabelle GUIRAUD sort de séance.*

*Mme Clare HART quitte la séance (annule le pouvoir accordé par M. Jean-Pierre MOURE).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 39 : Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS pour l'expérimentation d'un service de données. Ce serait peut-être intéressant, Éliane, que tu en dises un petit peu plus.

**Éliane LLORET**

Là aussi, nous travaillons avec ENEDIS depuis plusieurs années. Ce n'est pas toujours facile mais nous y arrivons. Nous obtenons des données qui nous permettent de travailler sur les économies d'énergie et sur les énergies renouvelables. Ce contrat nous permet d'avoir des données qui nous permettent de travailler. Il n'y a pas grand-chose à en dire. Cela nous donne simplement des informations que nous ne pouvons pas avoir habituellement. C'est une convention que nous signions et que nous avons eu du mal à signer pour un certain nombre d'informations mais c'est bon, nous avons réussi.

**Madame la Présidente de séance**

Très bien. La ténacité paye. Des questions sur ce point-là ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – CPER 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES POUR LA REFECTION DES RESEAUX D'EAU DE LA CITE UNIVERSITAIRE « LES ARCEAUX », 64 AVENUE DE LODEVE A MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Julie FRECHE entre en séance (avec le pouvoir de M. Hervé MARTIN).*

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons aux points sur le logement. Affaire n° 40 : on est sur le CPER 2015-2020 – Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire « Les Arceaux » à Montpellier – Autorisation de signature. Des demandes d'explication ? Pas de demande. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Maud BODKIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**Madame la Présidente de séance**

Il y aura une succession de points concernant le logement.

**AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 60 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « TECH DE MASSANE », SITE CAMBON, AVENUE DU COMTE DE NICE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 41 : Construction de 60 logements sociaux – Résidence « Tech de Massane », site Cambon, avenue du Comté de Nice à Montpellier. Toujours des garanties d'emprunt. Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 66 voix*

**AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ZEPHIR », 188 AVENUE DU COMTE DE NICE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 42 : Construction de 35 logements sociaux – Résidence « Zéphir », avenue du Comté de Nice à Montpellier – Garantie d'emprunt. Je passe au vote. Vous m'arrêtez si, sur ces points-là, vous avez des questions à poser.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 66 voix*

**AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE « AMBROISE CROIZAT » ZAC RIVE GAUCHE LOT 12 A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Fabien ABERT entre en séance (avec le pouvoir de M. Gérard LANNELONGUE).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 43 : Construction de 25 logements en location-accession à la résidence « Ambroise Croizat » ZAC Rive gauche lot 12 à Montpellier.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE GRAND JARDIN », ROUTE DE BOIRARGUES À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 44 : Construction de 12 logements sociaux – Résidence « Le Grand Jardin », route de Boirargues à Lattes – Garantie d'emprunts.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « RESTINCLIA », ZAC DES PLAN, RUE PAUL VALÉRY A RESTINCLIERES - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 45 : Construction de 24 logements sociaux – Résidence « *Restinclia* », ZAC des Plan, rue Paul-Valéry à Restinclières – Garantie d'emprunts. Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES OLIVINES », ZAC LES MAZES A SAINT-DREZERY - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Isabelle MARSALA arrive en séance (annule le pouvoir donné à M. Guy BARRAL).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 46 : Construction de 17 logements sociaux – Résidence « *Les Olivines* », ZAC Les Mazes à Saint-Drézéry – Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE TORI », 499 AVENUE DE NIMES A SAINT-BRES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Arnaud MOYNIER sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 47 : Construction de 21 logements sociaux – Résidence « *Le Tori* », 499 avenue de Nîmes à Saint-Brès. Toujours garantie d'emprunt.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « KARMA », 2379 RUE DU PERE SOULAS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Geniès BALAZUN sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 48 : Construction de 10 logements sociaux – Résidence « *Karma* », rue du Père-Soulas à Montpellier.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SOLEA », RUE DU SALAISON A VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 49 : Construction de 47 logements sociaux – Résidence « Soléa », rue du Salaison à Vendargues.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 50 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS ETUDIANTS- RÉSIDENCE « CAMPUS CITY », 2 RUE DU COLONEL MARCHAND A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 50 : Construction de 24 logements étudiants – Résidence « Campus City », rue du Colonel-Marchand à Montpellier.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT - CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT SOCIAL - RÉSIDENCE « CASTELLA », 1 RUE JEAN VILAR A BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 51 : Construction d'un logement social – Résidence « Castella », 1 rue Jean-Vilar à Baillargues.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 52 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE ROYAL 3 », 328 AVENUE DE LA REINE HELENE D'ITALIE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Thierry DEWINTRE sort de séance (avec le pouvoir de M. Cyril MEUNIER).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 52 : Construction de 5 logements sociaux – Résidence « *Le Royal 3* », avenue de la Reine-Hélène d'Italie à Montpellier. Je passe au vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 53 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « L'ECRIN DES GREZES », 256 RUE DES GREZES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 53 : Construction de 6 logements sociaux – Résidence « *L'Ecrin des Grèzes* », rue des Grèzes à Montpellier.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 54 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ESTE NOVA », 2530 BOULEVARD PAUL VALERY A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Yvon PELLET sort de séance (avec le pouvoir de M. Jean-François AUDRIN).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 54 : Construction de 14 logements sociaux – Résidence « *Este Nova* », boulevard Paul-Valéry à Montpellier.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 55 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « L'EXCELLENCE », 4 IMPASSE DES SALVIAS A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 55 : Construction de 9 logements sociaux – Résidence « *L'Excellence* », impasse des Salvias à Castelnau-le-Lez. Monsieur ROUILLEAULT demande la parole.

**Henri ROUILLEAULT**

Merci Madame la Présidente. Je m'abstiendrai sur cette délibération non pas parce que je refuse la garantie



apportée au bailleur social dans cette affaire mais parce qu'il s'agit d'un secteur très sensible de Castelnau-le-Lez. On est, pour des gens qui sont coincés entre la voie ferrée et la ligne de tram, tout près du passage à niveau extrêmement dangereux qu'on aurait dû supprimer avant de densifier très fortement dans ce secteur-là en aggravant sa dangerosité. C'est donc une préoccupation parce que ce sont des gens qui souffrent dans ce secteur d'énormément d'embouteillages, d'énormément de bruit, d'énormément de pollution.

Vraiment, nous aurions pu faire mieux si nous avions suivi le conseil de Georges FRECHE et que nous avions fait dans ce secteur une zone d'aménagement concerté et pas du coup par coup des promoteurs.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur ROUILLEAULT. D'autres demandes de parole ? Non. Je passe donc au vote. Monsieur ROUILLEAULT s'abstient. Quelqu'un d'autre ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenu : M. Henri ROUILLEAULT*

**AFFAIRE N° 56 : LOGEMENT - CESSIION DE PATRIMOINE DE CDC HABITAT SOCIAL A CDC HABITAT ADOMA – MAINTIEN DE GARANTIE D'EMPRUNTS RELATIVE A LA RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES, ZAE AFTALION, 1 RUE CHRISTIAN ANDRE BENOIT A BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Sabria BOUALLAGA sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 56 : toujours le logement avec la cession de patrimoine de CDC Habitat social à CDC Habitat ADOMA – Maintien de garantie d'emprunts relative à la résidence sociale jeunes, ZAE Aftalion, 1 rue Christian-André-Benoit à Baillargues. Des demandes d'explication ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 57 : LOGEMENT – CESSIION DE PATRIMOINE D'IMMOBILIERE MEDITERRANEE A 3F OCCITANIE – MAINTIEN DE LA GARANTIE D'EMPRUNTS RELATIVE A 8 OPERATIONS SITUEES SUR DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jérémie MALEK sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 57 : toujours le logement avec la cession de patrimoine d'Immobilier Méditerranée à 3F Occitanie – Maintien de la garantie d'emprunt relative à 8 opérations situées sur diverses communes de la Métropole. Des demandes d'explication ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 58 : LOGEMENT - OPERATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2019-2024- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 96 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme Véronique PEREZ sort de séance (avec le pouvoir de Mme Véronique DEMON).*

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 58 : c'est l'opération « *Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire* » 2019-2024. Ce sont les attributions de subventions pour la réhabilitation de 96 logements situés dans diverses communes de la Métropole. Voulez-vous plus d'explications auprès du rapporteur ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 65 voix*

**AFFAIRE N° 59 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS « COURREAU/FIGUEROLLES/NORD-ECUSSON » - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DES PARTIES COMMUNES D'UN IMMEUBLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Dernière affaire sur le logement, l'affaire 59. C'est l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021. On est dans les quartiers « *Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson* ». C'est l'attribution de subventions pour la réhabilitation des parties communes d'un immeuble. Quelqu'un demande la parole ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 65 voix*

**AFFAIRE N° 60 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONVENTIONS ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LA GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE BIONNE ET DE CASTELNAU-LE-LEZ POUR 2019 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*MM. Thierry DEWINTRE (avec le pouvoir de M. Cyril MEUNIER) et Yvon PELLET (avec le pouvoir de M. Jean-François AUDRIN) entrent en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons maintenant aux affaires cohésion sociale avec l'affaire n° 60 qui concerne la convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Bionne et de Castelnau-le-Lez pour 2019. Madame YAGUE, vous voulez rajouter quelque chose ?

**Annie YAGUE**

Juste pour dire qu'il s'agit d'une convention qui se renouvelle chaque année, qui n'a rien de spécial cette année. Il s'agit d'une aide qui nous est donnée par l'État en fonction de l'occupation des aires d'accueil des gens du voyage sur notre Métropole donc, celle de Bionne et celle de Castelnau-le-Lez. Nous proposons un chiffre qui sera réajusté après avoir fait la totalité des opérations nécessaires pour que nous ayons les comptes exacts. Sur la Ville de Montpellier, pour Bionne, il y a 42 884,11 € qui sont proposés ; pour Castelnau-le-Lez, 48 606,03 €.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Annie. Des demandes complémentaires ? Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*



*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 61 : RESSOURCES HUMAINES - RAPPORT ANNUEL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

**Madame la Présidente de séance**

Nous arrivons à l'affaire 61 sur les ressources humaines. C'est le rapport annuel de Montpellier Méditerranée Métropole sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Est-ce que, Régine, tu veux rajouter quelque chose à ce point-là qui ne demandera pas de vote ? Toutefois, le Conseil doit prendre acte. C'est bon ? Des demandes d'explications complémentaires ? Non. Tout le monde est OK.

*Le Conseil prend acte.*

**AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

*M. Jean-Luc COUSQUER (avec le pouvoir de M. Jean-Marc DI RUGGIERO) entre en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Toujours Régine ILLAIRE pour l'affaire 62. C'est la modification du tableau des emplois et des effectifs. C'est quelque chose qui est récurrent, qui revient à chaque fois. Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 63 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL – DISPOSITIF DEMOS – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA CITE DE LA MUSIQUE – PHILHARMONIE DE PARIS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes Sabria BOUALLAGA, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN et Véronique PEREZ (avec le pouvoir de Mme Véronique DEMON) et MM. Geniès BALAZUN, Jérémie MALEK et Arnaud MOYNIER entrent en séance.*

*M. Pierre BONNAL (avec le pouvoir de Mme Marie-Christine PANOS) sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous changeons maintenant avec l'affaire 63. Nous arrivons à la culture. Le premier point est donc le Conservatoire à rayonnement régional – le dispositif DEMOS – la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cité de la musique – Philharmonie de Paris. Je vais donc laisser Bernard TRAVIER vous en dire quelques mots.

**Bernard TRAVIER**

Madame la Présidente, chers collègues, cette délibération concerne le renouvellement du programme. C'est donc le second. Il y a un changement de chef d'orchestre puisque Madame Zahia ZIOUANI a pris en main les enfants depuis quelques mois. Je rappelle que ce programme a pu prospérer grâce à la collaboration du CCAS, des Maisons pour tous et de la CAF qui joue un rôle très important. Le budget est abondé par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, qui porte le projet pour l'État, la Métropole, Castries-Cournonterral, l'Opéra orchestre national, la CAF et le centre communal d'action sociale de Montpellier. Je remercie donc que les élus et les agents et les travailleurs sociaux qui m'ont beaucoup aidé et sans lesquels je n'aurais pas pu réaliser ce projet. Le budget, je l'ai dit, est de 258 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole et la CAF abondent à hauteur de 109 000 €, la CAF de 34 500, la Philharmonie de Paris, 90 000 € et la Métropole, 124 000. Au total, nous investissons 74 500 € à la Métropole. Nous n'avons pas d'aide de la Région, pas d'aide du Département dans ce programme.

**Madame la Présidente de séance**

Et pourtant, c'est un très beau dispositif.

**Bernard TRAVIER**

Oui et je tiens à préciser que la Caisse d'allocations familiales a augmenté sa participation de 15 000 €, ce qui nous permettra d'amener les enfants du premier programme à la Philharmonie de Paris pour terminer leur formation.

**Madame la Présidente de séance**

Très bonne idée. Est-ce que quelqu'un veut compléter ? Monsieur ROUILLEAULT.

**Henri ROUILLEAULT**

Madame la Présidente, chers collègues, c'est un super projet, le projet DEMOS, qui donne des chances formidables à un certain nombre de jeunes de milieux populaires et notamment des quartiers politique de la ville ou des quartiers dans des zones plus rurales, plus éloignées du centre de la Métropole, qui donne une formidable chance de jouer de la musique et d'apprendre avec une aide. Je souhaite simplement que les critères de ce projet soient élargis. Je pense que des communes comme Castelnau-le-Lez, où un gros effort a été fait, après s'être longtemps opposée au développement du logement social, devraient pouvoir bénéficier de la possibilité d'avoir un groupe de 15 élèves comme Cournonterral ou comme Castries. Je pense que cela serait très utile pour un certain nombre de jeunes de milieux populaires.

**Bernard TRAVIER**

La question est importante. Je n'y vois, bien sûr, personnellement, aucun inconvénient. Toutefois, les critères sont posés par l'État par le biais de la Philharmonie de Paris. C'est, un : les quartiers ciblés politique de la ville principalement et la ruralité. Je ne suis pas sûr que Castelnau-le-Lez puisse s'inscrire dans la ruralité parce que vous êtes vraiment très proches de la ville centre. Il n'est pas exclu que ceux qui portent le projet à la Philharmonie de Paris évoluent et réfléchissent à un élargissement du système.

Je comprends très bien ce que veut dire Henri ROUILLEAULT puisque la commune semble s'être améliorée sur le plan du logement social. Je ne suis pas au deuxième degré. Je ne connais pas la situation à Castelnau-le-Lez, je m'occupe de Montpellier, avec mes collègues. Pour ce qui est du logement social, je laisse les autres régler le leur. Ce n'est donc pas impossible. Je verrai Madame WAGNER qui est responsable du programme sur le plan national et je lui poserai la question.

**Madame la Présidente de séance**

Très bien. Merci. D'autres prises de parole ? Nous allons passer au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 64 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE GESTION AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER RELATIVE AU DISPOSITIF DEMOS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Rabii YOUSSEF entre en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

L'affaire 64 est une suite puisque c'est toujours le Conservatoire à Rayonnement Régional. C'est une convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative au dispositif DEMOS.

**Bernard TRAVIER**

C'est le programme n° 1. Nous sommes liés au CCAS depuis le début mais, pour des raisons de calendrier qui sont compliquées et qui ne nous sont pas inhérentes, il nous faut prolonger jusqu'au 30 avril 2020. Nous verserons donc au CCAS 11 000 € qui correspondent à la rémunération des référents de terrain sur la période complémentaire (mai-juin 2020). Sans ces référents de terrain, je ne pourrais pas faire de vente.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Bernard. Des demandes d'explication ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 78 voix*

**AFFAIRE N° 65 : CULTURE – MANIFESTATIONS CULTURELLES 2020 DANS LES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE – APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Monsieur LEVITA est le rapporteur. Ce sont les manifestations culturelles 2020 dans les communes de la Métropole. Est-ce que vous voulez des explications ou vous avez tout trouvé dans l'affaire ? C'est bon. Je fais donc voter.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**AFFAIRE N° 66 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC NANTES MÉTROPOLE – MUSÉE D'ARTS DE NANTES ET LE RÉSEAU FRAME POUR L'ITINÉRAIRE DE L'EXPOSITION « L'ART ET LA MATIÈRE : GALERIE DE SCULPTURES À TOUCHER » - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Pierre BONNAL (avec le pouvoir de Mme Marie-Christine PANOS) entre en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons maintenant à l'affaire 66 qui concerne le Musée Fabre, la convention de partenariat avec Nantes Métropole, le Musée d'arts de Nantes et le réseau FRAME pour l'itinéraire de l'exposition « *L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher* ». Des questions ? Je passe au vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 67 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 67 : ce sont les affectations de subventions et les conventions de partenariat. Voulez-vous des explications complémentaires ? Les deux noms sont notés dans l'affaire. Pas de question. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 68 : CULTURE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIÉS AUX RÉSIDENCES DE CRÉATION LITTÉRAIRE ET DEMANDES DE SUBVENTIONS AFFÉRENTES – APPROBATION**

*M. Laurent JAOUL sort de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

L'affaire n° 68 : c'est la prise en charge des frais liés aux résidences de création littéraire et demandes de subventions afférentes. Des demandes auprès du rapporteur ? Pas de demande. Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 69 : CULTURE - RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION A LA MANIFESTATION LITTÉRAIRE « PARTIR EN LIVRE 2020 » ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT, STATIONNEMENT, HEBERGEMENT ET RESTAURATION DES AUTEURS INVITES - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire n° 69 : c'est le réseau des médiathèques. Ce sont des demandes de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire « *Partir en livre 2020* » et prise en charge des frais de déplacement, stationnement, hébergement et restauration des auteurs invités. Est-ce que vous voulez plus explications auprès du rapporteur ?

**Bernard TRAVIER**

C'est une manifestation destinée aux enfants entre le 8 et le 19 juillet, chaque année dans différents points de la Métropole, pour faire en sorte que les vacances des enfants soient utilisées aussi et dirigées vers le livre. L'an dernier, en 2019, nous avons eu 3 100 participants et 85 actions. Nous avons, bien sûr, une aide du Centre national du livre. Le financement de la Métropole est de 10 000 €. Je crois que nous demandons l'autorisation de solliciter les subventions. Je verrai d'ailleurs à ce sujet le président du Centre national du livre vendredi prochain à 10 heures. Voilà, vous savez tout.

**Madame la Présidente de séance**

C'est très précis. Merci Monsieur TRAVIER.

**Bernard TRAVIER**

Pas que pour ça. J'ai la Comédie du livre aussi.

**Madame la Présidente de séance**

Très bien. Des questions ? Pas de question. Je passe donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 70 : CULTURE - MUSEE FABRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES - SERVICE COORDINATION DES LIEUX D'ART ET D'HISTOIRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET EVENEMENTS 2020 - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 70 : toujours la culture. Nous sommes maintenant au Musée Fabre et site archéologique Lattara, musée Henri Prades – Service Coordination des lieux d'art et d'histoire. C'est la prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2020. Des questions auprès du rapporteur ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 71 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RÉSEAU DES PISCINES - PISCINE LES NEREIDES DE LATTES - OPERATION « LA NUIT DU SPORT » - GRATUITE D'ACCES - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

L'affaire 71 : Sports et Traditions sportives. C'est le réseau des piscines. C'est la piscine Les Néréides de Lattes, l'opération « *La Nuit du Sport* » et la gratuité d'accès. Des demandes d'explication ? Je vous remercie.

Nous passons donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 72 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - TROPHÉE TAURIN 2020 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 72 : Associations et clubs sportifs – Affectations de subventions – Trophée Taurin 2020 – Conventions d'attribution. Des demandes d'explication auprès du rapporteur ? Je passe au vote. Qui est contre ? Tu veux prendre la parole ? Monsieur Gilbert PASTOR.

**Gilbert PASTOR**

Je ne suis pas contre, loin de là. Je voudrais simplement rappeler, mais Jean-Luc allait le faire, que le vendredi 7 février, il y a la remise du trophée 2019 à Castries. Je te remercie d'avoir choisi Castries. Vous serez bien reçus.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Gilbert, c'est le Président qui a choisi Castries, sur ma proposition mais, sache que Castries est une place forte de la bouvine et cela me fait plaisir que tu puisses participer à cette remise des prix.

**Gilbert PASTOR**

J'y serai.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Je compte sur toi pour y être, les autres années aussi.

**Madame la Présidente de séance**

Gentils échanges. Nous allons donc passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 79 voix*

**AFFAIRE N° 73 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GEMAPI - COMMUNES DE LAVERUNE ET DE SAINT JEAN DE VEDAS - PLAN DE GESTION DE LA ZONE HUMIDE DES PRAIRIES ALLUVIALES ET DES RIPISYLVES DE LA MOSSON - TRAVAUX DE RESTAURATION DANS LE SECTEUR PEPINIERE - DEMANDES DE SUBVENTIONS - CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A L'EPTB LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de Mme Aline DESTAILLATS) sort de séance.*

*M. Éric PENSO entre en séance, Mme France GABORIT quitte la séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons à l'affaire 73 : la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques. C'est la GEMAPI sur les communes de Laverune et de Saint Jean de Védas et le Plan de gestion de la zone humide des prairies alluviales et des ripisylves de la Mosson. Ce sont les travaux de restauration dans le secteur Pépinière et des demandes de subventions pour la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée à l'EPTB Lez – Autorisation de signature. Qui demande des explications ou qui veut prendre la parole ? Monsieur CAIZERGUES, allez-y.

**Roger CAIZERGUES**

Madame la Présidente, chers collègues, je me réjouis de cette délibération qui vient confirmer la politique que nous conduisons depuis de très nombreuses années sur cet espace des prés humides de la Mosson qui sont, au niveau de la Métropole, quelque chose de tout à fait exceptionnel. Je soulignerais que nous travaillons sur cet aspect-là avec Saint Jean de Védas qui, effectivement, de l'autre côté de la Mosson, possède aussi des prés

humides. Il faut savoir que ce sont plus de 120 ha, près de 150 ha, qui sont effectivement concernés. Là, il y a une approche qui est partielle mais qui est tout à fait intéressante puisque ce sont des zones qui sont protégées et qui permettent de maintenir la biodiversité. Ce sont des zones ouvertes au public et, Dieu sait si l'on voit de nombreuses personnes de Saint Jean de Védas, de Lavérune mais aussi de Montpellier, venir se promener dans ces prés humides. C'est aussi la possibilité de voir les enfants des écoles venir dans ces espaces-là. C'est aussi une zone d'expansion de crues. C'est donc une vocation qui n'est pas unique mais multiple. Encore une fois, je me réjouis de cette prise en considération par la Métropole de notre politique que nous conduisons depuis déjà de très nombreuses années.

#### **Madame la Présidente de séance**

Merci Roger de ces explications. C'est vrai que j'ai eu le plaisir, lorsque j'avais cette vice-présidence, de venir à Lavérune et de voir tout le travail qui est fait avec le SYBLE là-bas sur place. C'est vrai qu'il est important de préserver tout ce lieu. Nous sommes donc ravis que la Métropole vous accompagne et accompagne Saint Jean de Védas. D'autres prises de parole ?

J'espère qu'il en reste pour voter. Je ne sais pas. Je n'ai pas fait le décompte. Je mets donc le point au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Titina DASILVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Jean Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 53 voix*

#### **Madame la Présidente de séance**

Merci beaucoup. Belle unanimité pour ce joli dossier.

### **AFFAIRE N° 74 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GEMAPI - JOURNEE MONDIALE DES ZONES HUMIDES - MANIFESTATION ART ET NATURE - GALERIE EPHEMERE 2020 - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

#### **Madame la Présidente de séance**

Nous passons à l'affaire n° 74 qui concerne la GEMAPI et la Journée mondiale des zones humides avec une manifestation art et nature, la Galerie éphémère 2020, et une convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon. Je vais donner la parole à Monsieur Jean-Marc LUSSET qui va vous en dire un peu plus pour vous faire rêver.

#### **Jean-Marc LUSSET**

Rêver sur les Journées mondiales des zones humides ; c'est effectivement un beau programme, Madame la Présidente. Je note que la dernière fois, quand le Président m'a passé la parole sur les zones humides, il venait de ferrailler d'importance avec le Sénateur GRAND sur les glands des écharpes de Maire. C'était aussi une transition sympathique.

Tous les 2 février, depuis le 2 février 1971, nous avons ces Journées mondiales. C'est la 49<sup>e</sup> édition. La particularité pour nous en Métropole, c'est ce qui se fait à Villeneuve-lès-Maguelone depuis huit années à savoir une manifestation d'art avec une immense créativité tous les ans. C'est la troisième fois que j'y vais. Pardon, j'y suis allé ce matin pour le vernissage avec Monsieur le Maire de Villeneuve. C'était donc un grand bonheur comme à chaque fois. L'idée, c'est que nous soutenons, Métropole, cette manifestation pour une subvention à hauteur de 10 000 €. Pourquoi je prends la parole ? Parce que cela se passe demain et après-demain. Ça ne décoiffe pas à l'extérieur comme d'habitude avec le grand vent qu'il y a, il fait très beau mais, ça décoiffe à l'intérieur. C'était vraiment extraordinaire ce matin de découvrir les nouvelles œuvres. J'ai trouvé en arrivant, comme tout le monde, un papier sur le conseil de développement et une citation d'Albert

Einstein : « *La créativité, c'est l'intelligence qui s'amuse.* ». Allez vous amuser à Villeneuve demain et après-demain. Merci.

**Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur LUSSERT. Je savais que vous alliez me faire rêver. J'ai eu le plaisir d'aller l'année dernière à cette galerie éphémère et c'est quelque chose de vraiment particulier dans cet appartement. La manière dont c'est monté, c'est vraiment superbe. Est-ce que quelqu'un d'autre veut prendre la parole ? Non. Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**Madame la Présidente de séance**

Vont ensuite suivre trois points concernant le service public de l'eau et de l'assainissement. Si vous avez des questions, le rapporteur sera Monsieur Max LEVITA.

**AFFAIRE N° 75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE DE MONTPELLIER – RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES AVENUE VAL DE MONTFERRAND - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

L'affaire 75 concerne la commune de Montpellier et le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées de l'avenue Val de Montferrand. Vous avez des questions ? Après ça, nous passons au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 64 voix*

**AFFAIRE N° 76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION D'ECHANGE ET D'UTILISATION DE DONNEES DE MESURES DE NIVEAUX D'EAU SOUTERRAINE A GRABELS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA REGIE DES EAUX ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP (CCGPSL) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 76 : nous sommes sur les conventions d'échange et d'utilisation de données de mesures de niveaux d'eau souterraine à Grabels entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et la Communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup (CCGPSL). Avez-vous besoin d'explications ou de compléments d'information ? Pas de questions ? Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 64 voix*



**AFFAIRE N° 77 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT-BRES – ZAC CANTAUSSEL – PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF A LA DESSERTE EN EAU POTABLE ET EN EAUX USEES – AVENANT N°1 A LA CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 77 : nous sommes sur la commune de Saint-Brès, la ZAC Cantausse. C'est le programme des équipements publics relatif à la desserte en eau potable et en eaux usées. C'est un avenant n°1. Des questions sur ce point à Monsieur le rapporteur ? Non. Nous passons maintenant au vote. Qui est contre ?

**Pierre BONNAL**

On a le quorum ?

**Madame la Présidente de séance**

J'espère. L'administration comptera.

**Pierre BONNAL**

*Intervention hors micro*

**Madame la Présidente de séance**

Si, si, on fait impression et il y en a qui compte double. Il y a des procurations. Je passe donc au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 57 voix*

**AFFAIRE N° 78 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CENTRE DEMETER DE TRI DES DECHETS RECYCLABLES SECS - CONVENTION AVEC LE SYNDICAT CENTRE HERAULT POUR LE TRI DES COLLECTES SELECTIVES DE DECHETS RECYCLABLES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Nous arrivons à l'affaire 78 sur la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public. Le premier point concerne le Centre Demeter de tri des déchets recyclables secs. C'est une convention avec le Syndicat Centre Hérault pour le tri des collectes sélectives de déchets recyclables. Si vous avez des questions, le rapporteur est Valérie BARTHAS-ORSAL. Des questions ? Pas de question. Nous passons donc au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 79 : TRANSPORTS ET MOBILITE - ADHESION AU CLUSTER WE4LOG - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons à l'affaire 79 : Transports et Mobilité. C'est l'adhésion au Cluster We4Log. Monsieur RICO vous en dites quelques mots, s'il vous plaît.

**Jean-Pierre RICO**

Madame la Présidente, dans cette délibération, je vous propose d'adhérer au Cluster logistique We4Log qui a été créé par la Région Occitanie et le Département des Pyrénées-Orientales. Le but de cette association est de fédérer les acteurs publics et privés du territoire pour agir ensemble et développer le report modal à travers



ses infrastructures et services qu'ils soient ferroviaires, maritimes, routiers, aériens et fluviaux et améliorer la compétitivité des entreprises au travers de la logistique. Je vous propose cette adhésion pour un montant annuel de 3 000 € TTC.

**Madame la Présidente de séance**

S'il n'y a pas de question, je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 80 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'ATTRIBUTION DES SOUS TRAITES D'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE 1, 2, 3 ET 4 SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 80. On revient vers la voirie et l'espace public. C'est le contrat de délégation de service public pour l'attribution des sous traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et c'est une autorisation de signature. Avez-vous des questions pour le rapporteur ou je passe directement au vote ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 81 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES OPERATEURS DE TELECOMMUNICATION RELATIVE A L'USAGE DES SUPPORTS DU RESEAU AERIEN D'ECLAIRAGE PUBLIC POUR LE DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Affaire 81 : c'est la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les opérateurs de télécommunication relative à l'usage des supports du réseau aérien d'éclairage public pour le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Je pense que toutes les communes ont été concernées. Des demandes d'explication auprès du rapporteur ? Je passe donc au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 77 voix*

**AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION – AVIS SUR LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) – OCCITANIE 2040**

*MM. Laurent JAOUl et Jean-Luc MEISSONNIER (avec le pouvoir de Mme Aline DESTAILLATS) entrent en séance.*

*M. Geniès BALAZUN quitte la séance sans laisser de pouvoir.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous arrivons maintenant, hors commission, à l'affaire 82 qui est l'avis sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires appelé SRADDET – Occitanie 2040. C'est un schéma de planification global qui a été institué par la loi NOTRe qui porte sur 11 domaines de compétence. Le SRADDET a été arrêté par la Région Occitanie le 19 décembre 2019, transmis par mail le 23 décembre 2019 et par courrier le 16 janvier 2020. Ce document fait 3 000 pages. Je l'ai à côté de moi. Pour ceux qui auront envie de le consulter, il est là. 3 000 pages. La durée pour consulter celui-ci est de trois mois. Il est soumis pour avis à différentes instances dont les Métropoles de la Région. L'ensemble des avis sera

joint au dossier d'enquête publique qui est envisagé par la Région avant l'été prochain.

La période de consultation correspondant à celle du renouvellement des Conseils municipaux, communautaires, métropolitains. Il nous faut délibérer aujourd'hui car en l'absence d'avis exprimé par le Conseil de Métropole, il sera réputé favorable. Vous comprendrez que le fait que ce schéma ait été voté tardivement par la Région ne nous a laissés que trop peu de temps et que dans ces conditions, les observations que je vais vous énumérer ne peuvent être émises que sous réserve d'éventuels compléments ultérieurs émis après une investigation plus posée et plus poussée de ce projet de SRADDET.

➤ **Le rôle et les effets du SRADDET**

Ce document de planification transversal comprend deux niveaux d'opposabilité : un rapport de prise en compte des objectifs du SRADDET et un rapport de compatibilité avec les règles du SRADDET. Trois de nos documents de planification et de programmation devront respecter ces deux niveaux d'opposabilité lors de leur prochaine élaboration ou révision : ce sont le Schéma de cohérence territoriale, le Plan de mobilité et le Plan climat air énergie territorial.

➤ **La procédure d'élaboration du SRADDET**

En fin d'année 2018, la Région a sollicité les Métropoles, SCoT et EPCI compétents en matière de PLU, pour bénéficier de leur éventuelle contribution au regard des premiers documents transmis. La Métropole a participé à la formulation de trois contributions collectives avec Toulouse Métropole, avec les 14 SCoT du Ruban méditerranéen et avec les 5 SCoT des territoires voisins. Vous avez normalement les visuels qui vont être affichés à l'écran.

Ces contributions transmises à la Région en février 2019 n'ont été que partiellement prises en compte dans la version arrêtée du projet de SRADDET. Il en sort une stratégie basée sur deux caps et quatre espaces de dialogue.

Deux caps guident donc l'ensemble du projet de SRADDET :

- un rééquilibrage régional pour l'égalité des territoires c'est-à-dire l'accueil des 150 000 nouveaux habitants d'ici 2040 en visant l'égalité des territoires à travers la valorisation des territoires ruraux et la limitation de la surconcentration dans les Métropoles ;
- un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique c'est-à-dire un modèle plus résilient, sobre en termes de consommation des ressources que ce soit le foncier, l'eau, l'énergie et basé sur l'évolution du système de production d'énergie et de recyclage et traitement des déchets.

En outre, le SRADDET localise quatre espaces de dialogue dont le Ruban méditerranéen auquel est rattaché le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. C'est la bande bleue que vous voyez en bas sur ce qui vous est affiché.

➤ **Les observations sur le projet**

Le projet de SRADDET arrêté expose des objectifs et des moyens pour les atteindre. Au regard du futur rapport de compatibilité entre le SRADDET et les documents en cours d'élaboration par Montpellier Méditerranée Métropole (le Plan climat air énergie territorial et le Plan de mobilité), ces règles appellent certaines observations :

- ***Le fait métropolitain*** : par rapport aux premières versions du SRADDET, les contributions auxquelles la Métropole a contribué ont été en partie prises en compte dans les objectifs du projet de SRADDET particulièrement à travers la reconnaissance du fait métropolitain. Dans cette nouvelle version, sont reconnus pour les deux Métropoles leur rôle majeur en termes de rayonnement régional et les moteurs de développement essentiels à l'attractivité régionale qu'elles accueillent. Les coopérations entre les Métropoles et leurs synergies avec le reste du territoire régional sont présentées comme devant être poursuivies et à conforter dans l'optique du rééquilibrage territorial. Toutefois, la Région entend organiser ces coopérations à l'échelle des espaces de dialogue que le projet du SRADDET définit de manière homogène et non différenciée sans donner corps aux spécificités des deux grands systèmes métropolitains ni aux synergies qui les fondent. Pour Toulouse Métropole, il s'agit de l'espace de dialogue dénommé Étoile toulousaine et pour Montpellier Méditerranée Métropole, il s'agit d'un espace dénommé Ruban méditerranéen.

- **Les espaces de dialogue** : à propos de cet espace du Ruban méditerranéen, on peut regretter que la notion de système métropolitain méditerranéen n'ait pas été retenue. D'autre part, la spatialisation du Ruban méditerranéen est notoirement trop étroite pour intégrer comme elle le devrait les échanges et les identités géographiques, culturels, historiques qui animent les liens Nord-Sud entre les territoires de relief, plateau et vallée à la plaine littorale en particulier dans la perspective des transitions écologiques, économiques et démographiques. Le format de l'espace de dialogue du Ruban méditerranéen ne permet pas non plus d'aborder les relations de réciprocité entre ces territoires dont dépendent fortement les équilibres territoriaux à l'image de la coopération de réciprocité passée, par exemple, entre la Communauté de communes des Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut-Languedoc, l'Association des communes forestières d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour le développement des filières bois-énergie, bois-construction, bois-mobilier en circuit court.
- **La politique de prévention et de gestion des déchets** : Le SRADDET arrêté intègre le Plan régional de prévention et de gestion des déchets qui traduit les objectifs réglementaires de la loi transition énergétique pour la croissance verte. Il convient à ce sujet de renouveler l'avis émis par délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 3 décembre 2018 qui concernait le projet de Plan limitant la zone de chalandise.
- **Les mobilités** : Le SRADDET pose l'objectif de garantir l'accès à des mobilités du quotidien pour tous les usages. Les trois règles qui en découlent sont partagées par la Métropole. Cependant, concernant cette thématique stratégique, pour agir sur le changement climatique, les objectifs exposés sont peu localisés et priorisés. L'inventaire des infrastructures apparaît mais la hiérarchisation de l'offre associée ne semble pas encore construite. Le SRADDET semble surtout s'orienter sur les réseaux de compétences régionales et intègre le réseau routier d'intérêt régional et ne relève pas les axes récemment transférés des Départements vers les Métropoles.
- **La biodiversité** : Le SRADDET annexe les deux SRCE adoptés par les anciennes Régions puis arrêtés par les Préfets en 2015. Je ne peux que vous rappeler que la Métropole a voté contre le SRCE et qu'à ce jour, la méthode n'a pas évolué et s'imposerait donc au SCoT.
- **La spatialisation des objectifs** : Le SRADDET établit plusieurs objectifs pour aménager les territoires en édictant des règles d'une part pour densifier et développer certains sites notamment autour des PEM, pour maximiser l'urbanisation des zones d'activité existantes, pour prioriser l'installation de la logistique à proximité de modes alternatifs au routier, etc. et d'autre part, pour éviter l'artificialisation des sols en préservant des unités fonctionnelles agricoles pour garantir les continuités écologiques, pour intégrer les risques, pour prendre en compte la santé environnementale. La Métropole partage la nécessité d'adopter une approche transversale et pluridisciplinaire de l'aménagement du territoire. Or, en l'état, le projet de SRADDET ne comporte aucune clé pour établir une hiérarchisation de ces critères et si elle n'est pas corrigée, cette carence fragilisera considérablement la solidité juridique des documents de planification et de programmation qui devront être compatibles avec l'ensemble de ces règles contradictoires. Par exemple : faut-il développer un projet urbain dense autour d'un PEM s'il se superpose à une unité fonctionnelle agricole ou écologique ? L'enjeu principal de l'aménagement du territoire réside pourtant dans la capacité à arbitrer entre de telles alternatives.
- **Les mesures d'accompagnement** : Parallèlement aux règles, la Région a identifié un certain nombre de mesures d'accompagnement qu'elle se propose de porter pour contribuer à la mise en œuvre du SRADDET. Outre les contrats territoriaux qui relèvent bien d'un outil partenarial conventionnel, plusieurs outils interrogent quant aux compétences de la Région :
  - la création d'un centre de ressources foncier d'urbanisme - territoire afin de mutualiser les outils et favoriser la connaissance des dynamiques foncières à l'œuvre sur le territoire occitan ;
  - l'instauration d'un plan d'actions foncières. La Région vise à organiser l'offre foncière et immobilière dédiée aux activités économiques et logistiques en particulier en privilégiant les financements dans les Occitanie Zones Economiques ;
  - la définition d'une stratégie régionale pour la biodiversité. La démarche d'animation de la communauté régionale ERC en Occitanie conduira notamment à préfigurer la mise en place d'un opérateur régional ;

- la gestion du trait de côte : Observatoire régional littoral, lancement de stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte ;
- l'animation par la Région des inter-SCoT, etc.

Ces actions de mise en œuvre du SRADDET interrogent là encore la Métropole quant au respect des dispositions législatives imposant que la Région, dans les règles générales qu'elles énoncent, ne méconnaisse pas les compétences des autres collectivités territoriales. Ces outils ne doivent, en effet, pas concourir à un empiètement sur les compétences des autres collectivités quels que soient les objectifs que porte le SRADDET. À cet égard, la Métropole souhaite que la Région apporte toutes les modifications nécessaires garantissant le respect des compétences de chacun.

Compte tenu de l'ensemble des observations formulées précédemment et notamment des inquiétudes générées par le projet de SRADDET arrêté sur la sécurité juridique des documents qui devront être compatibles avec lui, des interrogations portant sur la méconnaissance des compétences des autres collectivités territoriales, ce projet de SRADDET ne paraît pas acceptable en l'état, ce qui conduit Montpellier Méditerranée Métropole à demander à la Région de bien vouloir les prendre en compte. En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la transmission du projet de SRADDET arrêté par la Région Occitanie le 19 décembre 2019 ;
- dire que ce projet de SRADDET n'est pas acceptable en l'état ;
- demander à la Région Occitanie de bien vouloir prendre en compte les remarques, préconisations et risques juridiques exprimés ci-dessus.

J'en ai terminé avec mon exposé. J'espère avoir été la plus claire possible pour vous expliquer ce dossier. Je sais qu'il a été évoqué avec les 31 DGS. Nous l'avons vu, nous, en BVP. Nous n'avons pas pu le voir en Conférence des Maires car je vous ai donné les dates auxquelles ces dossiers ont été remis et il était donc très compliqué de réunir une Conférence des Maires. J'ai donc essayé d'être la plus claire possible.

Toutefois, je pense que vous allez vouloir prendre la parole peut-être pour demander des compléments d'information sur ce sujet. J'ouvre donc le débat. Qui demande la parole ? Monsieur Renaud CALVAT, Madame Catherine DARDE, Madame Valérie BARTHAS, Madame Chantal MARION, Monsieur Jean-Pierre RICO et pour conclure Stéphanie JANNIN. Je t'ai oublié ? Monsieur ROUILLEAULT. Nous allons démarrer tout de suite par Monsieur CALVAT.

### **Renaud CALVAT**

Je vous remercie de respecter l'ordre de demande de prise de parole et donc de me donner la parole en premier puisque vous aviez repéré que j'avais levé la main. Je vous remercie Madame la Présidente de séance.

Chers collègues. Merci pour cet exposé. Nous avons effectivement reçu les rapports en tant que Maires, membres du Conseil de Métropole, il y a quelques jours. Ce schéma est quand même principalement vertueux. Il y a des choses extrêmement intéressantes et utiles dans le schéma et vous l'avez dit. Il y a des objectifs très forts en matière de préservation de notre environnement, du développement économique, de la préservation de la biodiversité. C'est un document important qui est travaillé par nos services depuis de nombreuses années puisque je crois que les premières réunions ont commencé en 2017–2018 entre les services de la Métropole et les services de la Région. Je crois qu'il y a eu aussi des bilatérales entre les cadres de notre administration. À ma connaissance, j'ai un peu lu le SRADDET, il y a eu plus de 40 réunions en tout dans le territoire régional pour porter ce projet.

Je rappelle tout de même que ce document n'est qu'un projet puisqu'il est soumis à notre avis aujourd'hui mais il ne sera adopté uniquement qu'à la fin de l'année 2020. Ce n'est donc pas un document aujourd'hui qu'on nous présente comme un document définitif. Nous avons encore – et je me tourne vers notre administration qui a énormément travaillé sur cette question – de nombreuses semaines et de nombreux mois de travail pour améliorer ce document qui est certainement comme tous les documents qui nous sont proposés. Régulièrement, dans nos communes, en tant que Maires, nous votons, nous prenons acte de documents réalisés par la Métropole et ces documents sont toujours améliorables. Quel document de programmation ne l'est pas ? Ils le sont tous.

Je trouve qu'il faut poursuivre ce travail partenarial que les services mènent avec la Région. C'est utile d'avoir un SRADDET qui soit un SRADDET fort, qui porte de vraies ambitions en matière de gestion des déchets ou

en matière d'artificialisation des sols. Je vous propose plutôt que nous donnions un avis favorable à ce SRADDET avec un certain nombre de remarques. Vous en avez porté quelques-unes. Elles sont pertinentes. Elles peuvent se débattre avec nos partenaires de l'institution régionale. Toutefois, je pense qu'il serait sain et utile de montrer notre volonté de partenariat, de dire que la grande majorité de ce qui est écrit dans ce document est vertueuse et utile, est le fruit de deux ans de travail avec nos services ; vous l'avez dit et c'est écrit dans la délibération. Il y a la liste des réunions et les participants à chacune des réunions à la fois en termes d'élus ou de fonctionnaires. Je pense donc qu'il serait utile de poursuivre ce travail. Nous avons encore plusieurs mois avant que la Région ne l'adopte définitivement.

Je souhaiterais que vous puissiez proposer, Madame la Présidente, une adoption du SRADDET avec un certain nombre de remarques et réserves, ce que nous faisons très régulièrement dans cette assemblée et dans nos Conseils municipaux c'est-à-dire de dire que ce document est principalement positif et qu'il y a des remarques, que nous aimerions l'enrichir, l'améliorer et que nos services de la Métropole sont à la disposition de la Région pour l'améliorer encore. Merci Madame la Présidente.

### **Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur CALVAT. Madame DARDE, s'il vous plaît.

### **Catherine DARDE**

Madame la Présidente, mes chers collègues, je vais tout à fait dans le même sens que Renaud CALVAT. Je trouve un peu surprenant qu'après un travail qui a été conduit dans la Région en concertation avec nous et d'autres instances pendant deux ans, on nous présente aujourd'hui ce schéma pour nous demander de l'approuver, ce qui me paraît tout de même être une façon de concerter au sein de notre Métropole assez surprenante. Je n'ai jamais vu un travail de planification se faire dans ces conditions. Il y a eu tout de même entre fin 2017 et fin 2019, deux années avec des ateliers thématiques, des groupes de travail, des saisines écrites auxquelles d'ailleurs vous avez répondu plusieurs fois et aujourd'hui, on nous présente le schéma bouclé en nous disant : c'est oui ou c'est non, il faut l'approuver ou le rejeter. Je trouve cela tout de même très stupéfiant et je ne pense pas que ce soit un bon esprit pour travailler aujourd'hui dans une démarche de planification avec notamment la Région. Peut-être, sans doute, veut-on nous opposer entre instances mais ce n'est tout de même pas une bonne approche. D'ailleurs, je voudrais souligner que vous avez été associés. Chantal MARION a participé personnellement à des réunions avec Toulouse. Donc, aujourd'hui nous devons essayer de construire quelque chose avec la Région et pas faire un blocage pour essayer d'arrêter le dispositif.

Il y a effectivement des éléments qui méritent d'être approfondis. Vous l'avez dit. Renaud CALVAT l'a dit. Il y a des points sur lesquels nous devons retravailler. Je voudrais tout de même dire qu'en matière de schéma de collecte des déchets, nous ne sommes tout de même pas très bons puisque nous continuons à adresser sur les Pyrénées Orientales nos camions de déchets tous les jours alors que, effectivement, cela mériterait d'être amélioré. C'est un point qu'a souligné la Région mais je pense qu'il faut que nous y travaillions. Nous ne pouvons pas continuer depuis la fermeture du troisième casier de Castries.

Il y a effectivement des éléments sur lesquels nous pouvons travailler et ne pas bloquer aujourd'hui ce schéma dans une approche qui me paraît être une approche plus politicienne qu'une approche technique et constructive. Je demande donc, mes chers collègues, que nous votions un avis favorable à ce schéma avec un certain nombre de recommandations et un certain nombre de demandes de poursuivre les travaux avec la Région comme cela est prévu d'ailleurs et que la Région nous le propose. Merci.

### **Madame la Présidente de séance**

Merci Madame DARDE. Monsieur ROUILLEAULT, s'il vous plaît.

### **Henri ROUILLEAULT**

Merci Madame la Présidente. Je trouve effectivement que la bonne solution est l'avis favorable au SRADDET avec des réserves. Je pense qu'il y a quelque chose qui ne va pas actuellement dans le fonctionnement entre la Région et la Métropole. Je ne pense pas que cela soit au niveau des services qui, des deux côtés, ont une volonté de travail en commun. Évitions donc une approche trop politicienne. Le document n'est pas bouclé. Il faut qu'il évolue sur un certain nombre de points.

J'ai regretté que la Région ne dise rien sur le SCoT qui a des dimensions vertueuses. Le Département, lui, avait approuvé le SCoT sauf en ce qui concerne une réserve qu'il avait émise sur Saussan. Là, nous étions sur le SCoT version final, celle qui a été soumise au vote au mois de novembre. Là, il y a encore un an de boulot.

Il faut que les services et les élus fassent le boulot plutôt que de se lancer dans une polémique politicienne entre la Métropole et la Région.

#### **Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Madame BARTHAS-ORSAL.

#### **Valérie BARTHAS-ORSAL**

Je voudrais revenir, Madame la Vice-Présidente, à ce qui s'est passé au printemps 2018 lorsque j'étais allée à Toulouse pour donner mon avis sur le projet de Plan régional de prévention et de gestion des déchets. J'avais fait une remarque importante qui concernait l'incinération des déchets ultimes parce que le projet de Plan prévoyait une zone de chalandise de 100 km autour de la Métropole et limitait les déplacements aux départements limitrophes. Cette proposition de la Région aurait pu paraître vertueuse mais elle ne l'était pas. Monsieur CALVAT, vous dites que la Région fait des propositions vertueuses mais parfois, elles sont faussement vertueuses. Je me suis alors abstenue lors du vote parce que j'étais persuadée que mes remarques allaient être prises en compte. Je me suis abstenue parce qu'en 2019, en 2020, les exutoires disponibles n'étaient pas assez nombreux et ils rendaient donc la solution pour gérer nos déchets irréaliste. De plus, 50 % du territoire qui est autour de la Métropole de Montpellier est un espace maritime donc complètement inexploitable.

Entre le projet de Plan du printemps 2018, sur lequel nous avons délibéré en décembre 2018, et le Plan approuvé à la Région le 19 décembre 2019, il n'y a pas de différence. Nos remarques n'ont pas été prises en compte.

Aujourd'hui, on nous présente un SRADDET en urgence. Ce SRADDET reprend le Plan régional de prévention et de gestion des déchets et la réalité du terrain et des infrastructures n'est toujours pas prise en compte. Ce SRADDET nous contraint. Il nous handicape pour appliquer la loi TECV, la loi de transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015 qui vise, je le rappelle à tout le monde, à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement. Ce que je crois c'est que si Madame DELGA avait une conscience environnementale, si elle souhaitait que nous puissions gérer et valoriser nos déchets de la meilleure façon possible, elle aurait modifié le Plan régional de prévention et de gestion des déchets et elle modifierait ce SRADDET. Je compte sur elle.

#### **Madame la Présidente de séance**

Merci Madame BARTHAS. Madame MARION.

#### **Chantal MARION**

Pour répondre à Monsieur CALVAT et à Madame DARDE, effectivement, participer c'est quelque chose mais être écouté, c'est autre chose. Concernant ma délégation, les règles de ce SRADDET génèrent une insécurité juridique pour le futur SCoT ; ce SCoT que nous avons voté ici en Conseil métropolitain. Effectivement, les règles relatives à la préservation de la biodiversité sont déconnectées du fonctionnement écologique de notre territoire. Nous avons un territoire fragile et je vous signale que si vous voyez ce document de 3 000 pages qui est devant Madame la Vice-Présidente, la Métropole avait déjà signalé en 2015 l'inadéquation de la méthode d'élaboration de la trame verte et bleue, dont je vous parlais tout à l'heure, à travers une approche par sous-trames. Ils nous proposent une approche par sous-trames. Ceci ne correspond pas du tout aux trames vertes et bleues que nous avons mises dans notre SCoT. Si vous avez la curiosité de lire, entre autres, la règle numéro 16 de ce document, vous constaterez que cette règle maintient cette méthode. Ils n'ont pas tenu compte de ce que nous avons fait remonter. Il apporte une règle que le futur SCoT devra respecter or cela n'est pas possible. Cette règle va donc fragiliser le futur SCoT car cette méthode n'est pas du tout adaptée à notre territoire qui est écologiquement – et ma collègue Stéphanie JANNIN interviendra aussi – complexe.

Pour mémoire, je vous rappelle tout de même que le SCoT que nous avons approuvé en novembre 2019 classe 13 300 ha en réservoir de biodiversité, c'est-à-dire un tiers du territoire. Cela représente exactement 3 300 ha de plus que le SRADDET. Ce sont des chiffres à retenir. Il faut donc se battre à ce niveau. Ensuite, il y a une règle ; une règle que vous connaissez bien, nous en avons souvent parlé, c'est la séquence ERC : Eviter, Réduire, Compenser. Dans la règle numéro 17 qui est écrite dans ces 3 000 pages, si vous la trouvez, ils demandent, ce qui est extraordinaire, de repérer les espaces à fort potentiel de gain écologique dès que les documents de planification sont écrits alors qu'il n'est absolument pas possible d'anticiper les milieux qu'il s'agira de compenser à l'horizon des SCoT, c'est-à-dire dans 20 ans. Je n'ai pas de boule devant moi, je ne

suis pas une magicienne, je ne suis pas la Fée Clochette. De plus, cette règle favorisera la spéculation foncière. C'est encore plus grave. Elle a déjà commencé. Une spéculation foncière du marché de la compensation des terres naturelles et agricoles.

Par ailleurs, le SRADDET fixe des règles pour aménager le territoire sans pour autant le hiérarchiser c'est-à-dire qu'on a des règles mais elles ne sont pas hiérarchiques. On ne sait pas travailler comme cela. Je vous prends un exemple : faut-il développer un projet urbain dense autour d'un pôle d'échanges multimodal si celui-ci se superpose à des terres agricoles à forte valeur écologique ? Le rôle des documents de planification est bien de faire des choix.

Toutefois, il y a plus grave pour moi et Madame la Vice-Présidente en parlait : c'est de s'approprier des compétences qui n'appartiennent pas à la Région, c'est-à-dire tenir des mesures d'accompagnement qui empiètent sur les compétences de la Métropole et des Métropoles ; là, nous parlons de la Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole. La Région, qui a été désignée par le Code général des collectivités territoriales (le CGCT) cheffe de file pour l'aménagement du territoire, se positionne au-delà de son rôle qui est un rôle uniquement d'animatrice à travers la mise en place de plusieurs mesures d'accompagnement. Par exemple, l'instauration du plan d'action foncière qui vise notamment à organiser l'offre foncière immobilière dédiée aux activités économiques et logistiques, c'est de la compétence de la Métropole. Ensuite, l'animation des démarches inter-SCoT. Il y a, entre autres, vous le disiez, la création d'un centre de ressources foncier, urbanisme et territoire afin de mutualiser les outils et favoriser la connaissance des dynamiques foncières.

Ces outils ne devraient pas concourir à un empiètement sur les compétences des autres collectivités – je dis même des autres collectivités – quels que soient les objectifs que porte le SRADDET.

De plus, il y a quelque chose qui m'interpelle et que vous pouvez lire si cela vous intéresse : ce sont les quatre espaces de dialogue qui ont été définis. Deux espaces métropolitains. Ils disent bien deux espaces métropolitains. Ils parlent donc des deux Métropoles. Pour Toulouse, c'est les Etoiles toulousaines. Ce n'est pas joli, c'est très beau ; cela me plaît beaucoup mais on retrouve le mot Toulouse dedans. Pour l'autre, c'est les Rubans méditerranéens. J'adore la Méditerranée mais dans le Ruban méditerranéen, le mot Métropole ne sort pas, ni le mot Montpellier. Comme le disait donc tout à l'heure la Vice-Présidente, il faudrait faire une autre proposition style « *Système métropolitain Méditerranée* ».

Voilà ce que je voulais dire. Vertueux, Monsieur CALVAT, je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. Je pense, immédiatement, qu'il faut le réviser. De plus, je rappelle une date importante : trois mois pour lire ce document. Vous savez ce qui va se passer dans les trois mois à venir ? Vous savez où nous allons être ? Cette situation oblige les collectivités concernées par le renouvellement de leur assemblée à analyser en moins d'un mois un document de 3 000 pages transmis par la Région par mail le 23 décembre 2019 puis par courrier le 16 janvier 2020, ce qui peut interroger sur la volonté de leur donner la possibilité d'émettre des avis suffisamment fondés et étayés. Je vous remercie.

#### **Madame la Présidente de séance**

Merci Madame MARION. Monsieur RICO, s'il vous plaît.

#### **Jean-Pierre RICO**

Concernant les mobilités, le SRADDET va formaliser la politique contractuelle de la Région et donc de ses soutiens financiers. Dans le domaine de l'intermodalité, de la logistique, du transport des personnes et des marchandises, le SRADDET intègre le réseau Routier d'Intérêt Régional (le RIR). Ce RIR qui a été approuvé par le Conseil régional le 19 juillet 2019 ne relève pas les axes qui ont été transférés par le Département à la Métropole et n'intègre pas non plus le contournement de Montpellier et de la Métropole. Pourtant, ces axes (les anciens axes départementaux ou le contournement de Montpellier) constituent de véritables axes multimodaux qui servent de maillons essentiels pour relier les pôles urbains économiques. Je vais donner un exemple simple : nous avons réalisé il y a peu de temps le schéma des mobilités actives où, après avoir fait l'analyse du territoire, nous nous sommes aperçus qu'il y avait des interruptions de pistes cyclables un petit peu tous azimuts. Nous pouvons traduire le phénomène de la même façon : on se retrouve avec des axes régionaux qui arrivent aux portes de la Métropole, entre les deux, un no man's land, et on repart avec un axe. Il est nécessaire et indispensable que les anciennes voies départementales transférées par le Département à la Métropole et le contournement de Montpellier soient intégrés dans le SRADDET comme de véritables axes multimodaux qui relient effectivement les pôles économiques entre eux. Ça, c'est pour l'aspect de la mobilité.



Après, le Maire est confronté sur son territoire à un certain nombre de dispositions à savoir que le SRADDET est un outil de planification qui va nous imposer un certain nombre de règles nouvelles. Sur un territoire qui est très contraint comme le mien où pratiquement tout ce qui était constructible est construit, sur lequel les territoires sont impactés par des réglementations qui s'empilent, je prendrai la loi littoral, je prendrai le PPRI (le plan de prévention du risque inondation), je prendrai le Plan d'exposition au bruit de l'aéroport que l'État vient de bouger récemment et qui fait en sorte qu'un certain nombre de territoires ne sont plus constructibles aux logements sur mon territoire, je prendrai par ailleurs la loi Élan qui m'impose de construire des logements sociaux puisque la Ville est en déficit de logements sociaux. Aujourd'hui, je me retrouve coincé entre un État qui exige par un empilement de réglementations, et notamment la loi Élan, que je construis des logements sociaux et qui, par ailleurs, m'interdit de construire des logements sociaux, et ce même État m'impose des pénalités parce que je ne construis pas de logements sociaux.

La lecture du SRADDET laisse démontrer qu'il y a besoin de hiérarchiser les priorités puisqu'on peut se retrouver sur des territoires – c'est l'exemple que je viens de donner – avec un empilement de réglementations ou d'outils de planification qui permettront de ne plus rien réaliser voire d'impacter financièrement des communes parce que tout cet empilement de réglementations rend la gestion communale totalement infaisable.

### **Madame la Présidente de séance**

Merci Monsieur RICO. Pour conclure, Madame JANNIN.

### **Stéphanie JANNIN**

Madame la Vice-Présidente, la proposition du SRADDET m'oblige à vous parler du Plan climat ; un Plan climat air énergie territorial que je me permettrai d'appeler PCAET durant mon propos, vous ne m'en voudrez pas.

Alors que les grands accords internationaux déçoivent aujourd'hui en ce qui concerne le climat, on assiste aujourd'hui à un rejet massif de la part des citoyens des visions théoriques qui sont venues d'en haut et qui sont décontextualisées. Dans le même temps, on réalise de plus en plus qu'une partie de la solution viendra sans doute des territoires eux-mêmes – par le bas, si je puis dire – selon une double approche : à la fois une vision prospective à long terme qui se projette, qui anticipe l'avenir et qui est le propre des grands documents de planification des collectivités et dans le même temps des réalisations concrètes, immédiates, pragmatiques qui, comme Pierre RABHI l'a expliqué dans *la Légende du Colibri*, nous rappellent que chaque geste compte et qui s'appuient à chaque fois sur les politiques publiques et sur les comportements individuels.

Depuis 2014, nous avons refondé l'ensemble des documents de planification pour engager solidement notre territoire dans sa transition écologique. Vous le savez, Montpellier Territoires, coconstruit avec l'ensemble des Maires de cette assemblée, a servi de socle irriguant l'ensemble des politiques publiques au regard de la transition écologique comme le schéma de cohérence territoriale, le schéma directeur des mobilités actives, le plan local de l'habitat, etc. sans oublier la politique alimentaire qui a été mise en place durant ce mandat et qui a placé Montpellier au cœur du Pacte de Milan ou encore le Président SAUREL qui a été reçu, vous le savez, à l'ONU et l'Unesco pour présenter le Manifeste de Montpellier. Le dernier document à réviser dans le cadre de ce grand projet de refonte des politiques publiques, c'est ce fameux PCAET sur lequel, vous le savez, nous travaillons depuis 18 mois en collaboration avec les élus, avec les associations – je rappelle, à titre d'exemple, le partenariat qui a été monté dans ce cadre avec la LPO, avec les chercheurs, le partenariat qui a été monté avec le CEFE (centre d'écologie fonctionnelle et évolutive), qui est une entité du CNRS qui permet à l'Université de Montpellier depuis deux ans d'être classée numéro un en écologie au classement de Shanghai –, en collaboration également avec les acteurs locaux – je rappelle, par exemple, à ce titre le partenariat qui a été monté avec le Conservatoire des espaces naturels pour gérer toutes les questions foncières, j'y reviendrai – et en collaboration avec la population grâce à des temps spécifiques de concertation comme la Journée climat qui a eu lieu le 27 mars 2019.

Sur cette période, ce ne sont pas moins de 10 ateliers de secteur qui ont été réalisés entre avril et septembre 2019, trois Conférences des Maires spécifiques, 11 ateliers partenariaux avec les services de la Métropole, les services des 31 communes et les acteurs du territoire pour construire le plan d'action sur les thèmes, par exemple, de la mobilité, de la rénovation énergétique des bâtiments, de la neutralité carbone dans les aménagements, de l'économie circulaire, de la place de l'arbre, de la place de l'eau, de l'énergie, des énergies renouvelables, de la récupération de chaleur, des marchés écoresponsables, de la mobilisation–

sensibilisation de la population ou encore sur les clauses environnementales dans les marchés publics.

Sur cette période, ce sont aussi des comités, des partenaires rassemblés à chaque étape de validation stratégique. Ces comités des partenaires, autrement appelés CoPa, incluent notamment l'ADEME, la Région, le Département, la DREAL, la DDTM, la Communauté de communes du Pays de Lunel, la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or, la Communauté de communes du Pic Saint-Loup, la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault, Sète Agglopôle Méditerranée, la CCI, la Chambre des métiers, la Chambre d'agriculture, etc. Je dois aussi citer la collaboration, la participation des enfants de l'Ecolothèque et du Conseil Municipal des enfants qui ont écrit pendant un an le Plan climat des enfants au travers d'un programme pédagogique continu sous le regard du rectorat.

Ce sont également, sur cette période, des dizaines et des dizaines de contributions recueillies et analysées sur le site de la Métropole depuis l'ouverture de la page en avril 2019. C'est aussi la participation du CODE, le conseil de développement, qui s'est particulièrement mobilisé pour apporter une contribution. Bref, je crois, on peut le dire, un territoire engagé de manière militante et proactive dans sa transition écologique.

Ce travail a abouti à une proposition de stratégie pour le territoire métropolitain qui a été approuvée ici même le 18 novembre 2019 et au travers de cette stratégie, nous avons collectivement posé l'ambition de la neutralité carbone de notre territoire à l'échéance de 2050 mais aussi mis en place la feuille de route autour de 14 orientations stratégiques interdisciplinaires qui touchent quasiment toutes les politiques publiques et sont déclinées dans un programme d'action.

Ce projet a été présenté en Conférence des Maires le 16 décembre 2019 et l'ensemble a été mis à disposition du public suite à des annonces légales par voie de presse entre le 3 et le 20 janvier 2020 pour un vote le 31 janvier. J'en profite d'ailleurs pour remercier tous ceux et celles qui ont travaillé sur le Plan climat sous la houlette de Yves NURIT, Isabelle LE VANNIER, et Emilie SALLES, Delphine BAUS ainsi que la totalité des services de la Métropole qui se sont engagés autour de ce projet vital pour notre territoire.

Alors aujourd'hui, nous nous trouvons d'un côté avec un PCAET qui juridiquement doit être compatible au SRADDET, qui représente le positionnement d'un territoire, fruit du travail de ses habitants et de ses représentants, personnels élus ou associatifs, représentants professionnels, conseil de développement, travail des enfants, bref, une stratégie complète pour atteindre la neutralité carbone en 2050, mis à disposition du public conformément à la loi. Et de l'autre nous avons un SRADDET dont mes collègues ont pu décrire précédemment des éléments d'instabilité ou de questionnement et dont le planning peut clairement interroger au regard de l'élaboration du PCAET annoncé depuis 18 mois ; un envoi par courrier le 16 janvier 2020, soit 13 jours après la mise à disposition du public officielle et légale du Plan climat de la Métropole de Montpellier, dont la démarche ne peut pas être méconnue de l'instance régionale puisqu'elle fait partie du comité des partenaires. Je tempère donc le bon esprit qui était évoqué par Madame DARDE et je tempère aussi les observations de Monsieur CALVAT car il y a eu uniquement des réunions techniques qui ont cessé il y a plus d'un an et qui se sont faites sur la base d'un document sur lequel les règles n'étaient pas encore décrites et encore moins rédigées.

L'analyse de ce document conduit à de fortes interrogations sur la transcription sur les territoires des arbitrages que la Région se propose d'animer : où se feront ces arbitrages ? Comment se feront-ils ? Par qui ? Comment la Région, qui se place en autorité animatrice, assurera-t-elle le respect des compétences propres des Métropoles comme celle de l'aménagement du territoire ? Je vais vous citer quelques exemples : le projet de PCAET fixe des objectifs de production d'énergies renouvelables et le développement de la production thermique. En tout premier lieu, le bois-énergie fait partie des actions qui ont été identifiées pour atteindre nos objectifs. En cohérence, la Métropole de Montpellier et la Communauté de communes des Monts de Lacaune et de la montagne du Haut-Languedoc ont signé le premier contrat de réciprocité forestier en France, vous l'évoquiez Madame la Vice-Présidente, positionnant la filière bois comme vecteur de coopération entre les territoires ; un partenariat qui se situe donc bien au-delà de la seule spatialisation identifiée de l'espace de dialogue du Ruban méditerranéen. Cette convention de réciprocité serait-elle invalidée car n'appartenant pas au même espace de dialogue ?

De même, l'élaboration d'une stratégie de séquestration carbone est apparue évidente dans notre PCAET et cela bien au-delà des limites administratives de la Métropole en déployant une approche partenariale à plus large échelle. Nos partenariats potentiels seront-ils contraints dans la stricte zone théorique des espaces de dialogue ? Comment peut-on raisonnablement définir à échéance de 10 ou 20 ans les espaces à fort potentiel

de gain écologique alors que de l'avis des experts, il n'est pas possible d'identifier spatialement, dans les documents de planification, des espaces mobilisables pour la compensation sauf exception ? En effet, il n'est pas réaliste et juste d'anticiper à horizon de 10 ou 20 ans les espèces ou les milieux qu'il s'agira de compenser tout simplement car nous ne pouvons pas les connaître. Nous parlons d'êtres vivants dont nous pouvons observer les comportements, mieux les connaître mais en aucun cas les anticiper de manière certaine. Rappelons que les SCoT, comme le rappelait ma collègue Chantal MARION, sont là eux pour anticiper ces phases de compensation à venir en donnant des prescriptions sur les modalités de compensation plutôt que sur leurs localisations géographiques. Ce repérage est extrêmement dangereux. Il est de nature à induire des phénomènes de spéculation foncière, nuisibles à la mise en œuvre de la compensation sachant que des pressions foncières déjà inquiétantes sont observées sur différents territoires par les obligations de compensation. Nous devons être extrêmement vigilants et en aucun cas mettre en place des directives foncières publiques de nature à augmenter la spéculation foncière et le coût des espaces naturels et agricoles. C'est justement l'effet pervers de l'identification préalable des espaces à fort potentiel de gain écologique.

Enfin, comment ne pas citer l'énorme et solide travail qui a été fait par la Métropole sur la biodiversité notamment avec la préservation des deux tiers d'espaces naturels et agricoles qui a induit la fermeture à l'urbanisation de plus de 400 ha sur la Métropole et plus de 100 ha sur la Ville de Montpellier ? Ce travail pourrait-il être mis en question par la déclinaison théorique et sans aucune réalité du terrain des corridors écologiques qui ont été tracés arbitrairement – Chantal MARION l'évoquait – où on nous explique que les lézards ocellés vont prendre tel couloir, tel corridor écologique défini sur papier et l'outarde canepetière empruntera tel autre corridor écologique ? De qui se moque-t-on ? Nous avons évoqué tous ces points lors de notre avis sur le SRCE dès 2015 et cela n'a pas été pris en compte.

Alors, sabotage ou ignorance ? On peut se poser la question.

En tout état de cause, le PCAET devant juridiquement être compatible avec le SRADDET, il est impossible et risqué pour notre territoire de mettre au vote aujourd'hui notre PCAET et notamment son programme d'action avec un SRADDET lui-même instable et qui, vous l'aurez constaté, questionne à plusieurs niveaux sur le fond et sur la méthode. C'est pour cela que le PCAET sur lequel notre territoire travaille depuis 18 mois ne sera pas soumis au vote de cette assemblée ce soir comme cela était prévu à l'issue de l'ultime mise à disposition du public de ce début d'année et croyez-moi, ce n'est pas de gaieté de cœur.

Pour finir sur une note plus positive et tenter de retrouver mon sourire, j'ai l'honneur d'apporter ici, dans cette assemblée, le prix Cit'ergie que nous avons reçu hier, que j'ai eu l'honneur d'aller recevoir à Bordeaux aux Assises de l'énergie au nom de Philippe SAUREL pour le compte de la Ville de Montpellier et de la Métropole de Montpellier. C'est une grande fierté que je partage avec Éliane LLORET, ici présente, qui est Vice-Présidente en charge de l'énergie car c'est la reconnaissance au niveau européen de la pertinence de nos politiques publiques menées aussi bien dans le cadre des visions prospectives liées à la planification du territoire mais aussi dans les actions concrètes qui sont menées au quotidien ces dernières années dans tous les domaines de l'énergie, de la mobilité, de la gestion des déchets, de la gouvernance, de la gestion du patrimoine de la collectivité, etc. Je vous renvoie à une fiche qui a été distribuée sur vos tables qui retrace cette démarche et qui souligne une excellente performance de la collectivité.

Pour mémoire, cette démarche de labellisation Cit'ergie avait été entamée en 2013 mais elle n'avait pas abouti. C'est donc une grande fierté de la voir aboutir aujourd'hui. Nous l'avons réengagée l'année dernière en y associant la Ville et la Métropole pour plus de cohérence et en s'appuyant sur la réorientation de toutes les politiques publiques menées depuis le début du mandat. Grâce à cela, après un audit interne qui a duré plusieurs mois, nous avons obtenu une note de 58 %, ce qui nous a permis d'intégrer directement le deuxième niveau de labellisation. Est-ce que c'est cela qui dérange ? Je ne sais pas. Je vous remercie pour votre écoute.

**Renaud CALVAT**

*Intervention hors micro.*

**Maud BODKIN**

*Intervention hors micro.*

**Renaud CALVAT**

*Intervention hors micro.*

**Madame la Présidente de séance**

On va se calmer. Je te donne une minute.

**Renaud CALVAT**

Est-ce que je pourrais revoir, s'il vous plaît, la carte que Monsieur le directeur général des services a fait présenter. Je vous remercie Madame la Présidente de séance.

**Madame la Présidente de séance**

La carte avec le Ruban méditerranéen. Je suppose que c'est ça.

*Interventions hors micro.*

**Renaud CALVAT**

Madame la Présidente, je vous remercie d'avoir présidé cette séance qui s'est passée de façon extrêmement sereine depuis 18 h 30...

**Madame la Présidente de séance**

Nous allons essayer de la terminer.

**Renaud CALVAT**

... Et, nous allons la conclure de façon tout aussi sereine...

**Annie YAGUE**

Respectez la maladie, Monsieur !

**Renaud CALVAT**

Pardon ?

**Annie YAGUE**

Parfaitement !

**Renaud CALVAT**

Quel est le rapport avec la maladie ?

**Madame la Présidente de séance**

Vous affichez, s'il vous plaît, la carte avec le Ruban méditerranéen. On termine et je clôturerai sur ce dossier.

**Renaud CALVAT**

Je vous remercie, Madame la Présidente, et je serai, comme d'habitude, court et respectueux de toutes et tous. En une minute, je ne peux pas reprendre tout ce que Madame JANNIN vient de nous présenter en 15 mais comme tout bon géographe qui se respecte, vous voyez les quatre patatoïdes qui sont là ; ces quatre patatoïdes sont d'une couleur différente chacun et vous voyez que vous avez aussi des camaïeux entre les différentes couleurs. Je m'excuse, je reprends mes petits cours de géographie quand j'étais à la fac avec VOLLE et DUGRAND ; cela me ramène quelques années en arrière. Et donc à chaque fois que vous...

*Interventions hors micro.*

**Renaud CALVAT**

Je ne m'énervrai absolument pas. Je pense simplement que ce sera décompté de ma minute.

*Interventions hors micro.*

**Madame la Présidente de séance**

Terminons.

**Renaud CALVAT**

Je dis que, bien évidemment, le fait d'avoir créé ce type d'espaces de dialogue... Ces espaces de dialogue ne sont pas des collectivités territoriales supplémentaires, il y a des échanges. Il n'y a absolument rien dans ce SRADDET – et vous le savez Madame JANNIN – qui dira que la Métropole de Montpellier ne pourra plus

avoir de partenariat avec Lacaune. Il n'y a pas la moindre ligne qui pourrait le faire penser. Si, effectivement, il y a des espaces différents, c'est qu'il y a des organisations territoriales différentes. Nous connaissons tous le Ruban méditerranéen : dans le Sud de la France entre Perpignan et Nîmes, nous avons une zone fortement urbanisée où vivent sur une bande de moins de 50 km de large la quasi-totalité des habitants de l'ex Languedoc-Roussillon, ce qui est tout à fait différent pour la Métropole toulousaine puisque dans le territoire de Toulouse, vous avez une grande Métropole et vous n'avez pas de réseaux de villes moyennes tandis que nous, nous avons dans l'ex Languedoc-Roussillon un réseau de villes moyennes important : Perpignan, Béziers, Nîmes, Narbonne, Carcassonne. Ce réseau de villes moyennes...

*Interventions hors micro.*

**Madame la Présidente de séance**

Chut, allez chut ! Fais court.

**Renaud CALVAT**

Ce réseau de villes moyennes est à prendre en compte et je trouve que ce type de démarche est plutôt pertinent et il n'y a rien dans cette démarche-là qui empêche les coopérations entre collectivités. Je vous remercie Madame la Présidente de m'avoir permis de m'exprimer.

**Madame la Présidente de séance**

Monsieur Renaud CALVAT, je crois que je voudrais clore ce dossier. Effectivement, il y a des espaces de dialogue qui sont faits. Il n'est pas dit qu'il y a le contraire et qu'on pourra faire des passerelles avec les autres patatoïdes ; ça, nous n'en savons rien. Depuis le début, je vous ai dit : aujourd'hui, c'est la dernière instance, c'est le Conseil de Métropole qui termine ce mandat. C'est aujourd'hui que nous devons voter ce SRADDET. Il faut reconnaître que nous y avons travaillé, que nous avons fait des remarques ; certaines ont été prises en compte et d'autres pas. Il est un fait que, pour nous, ce n'est pas suffisamment satisfaisant parce que nous craignons que cela nous crée des problèmes – sur le PCAET, cela se voit immédiatement – aussi bien sur les mobilités que sur les déchets que sur plein d'autres choses.

Donc, aujourd'hui, nous devons voter. Je ne vous demande pas de voter contre. Je vous demande simplement de mettre en avant les remarques dont tu parles afin que celles-ci soient vraiment prises en compte. Nous l'avons déjà demandé. Elles n'ont pas été prises en compte. Nous le redemandons car nous avons encore approfondi le dossier. Je dis donc bien que le vote que je vous demande est de prendre acte de la transmission du projet de SRADDET qui a demandé un énorme travail à la Région, c'est indéniable, mais nous disons que ce projet n'est pas acceptable en l'état et que nous demandons juste à la Région de bien vouloir prendre en compte les remarques, préconisations et risques juridiques exprimés.

Ce n'est donc pas une guérilla. Je vous l'exprime avec mes mots. Pour moi, il s'agit simplement de dire qu'il y a des choses qui ne sont certainement pas compatibles. Nous le soulevons et donc nous vous proposons ce vote. Cela ne convient pas à certains, je peux bien l'admettre. Je pense que les services ont énormément travaillé sur ce dossier en peu de temps. Donc, je vous le présente aujourd'hui. En mon for intérieur, je suis persuadée de ce que je vous demande et vous propose : c'est donc de bien vouloir de ne pas accepter le SRADDET en l'état et de juste demander qu'il soit amélioré.

Si vous le voulez bien, nous passons au vote. Qui s'abstient ? Je pense avoir énuméré tout le monde. Qui vote contre ? Qui vote pour ? Est-ce que nous avons tout de même la majorité ? Est-ce que vous voulez bien relever le doigt et donnez-vous même le nom. Ce sera plus simple comme cela. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? C'est donc voté à la majorité. Merci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 53 voix*

*Contre : 14 voix*

*Ont voté contre : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Renaud CALVAT, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine MAVEL, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Yvon PELLET, M. Éric PENSO, M. Henri ROUILLEAULT.*

*Abstentions : 12 voix*

*Se sont abstenus : Mme Sabria BOUALLAGA, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Claire JABADO, M. Éric PASTOR, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous allons passer à l'affaire 83. Madame BODKIN.

**Maud BODKIN**

Je ne souhaitais pas intervenir avant car le débat était déjà assez long comme cela et les Vice-Présidents, chacun dans leur délégation, se sont très bien exprimés. Je constate juste ce soir que certains par leur vote contre ont, une fois de plus, favorisé les intérêts d'un parti politique à ceux des Montpelliérains et des habitants de la Métropole et de leur commune pour lesquels nous avons tous été élus ici et je trouve cela dommage. Mais, ce n'est que mon avis. Merci.

**AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION - OPERATION LAUZE EST - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIÉTÉ D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (SA3M) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

*Mme Titina DASYLVA et M. Thierry DEWINTRE (avec le pouvoir de M. Cyril MEUNIER) sortent de séance. M. Pierre BONNAL quitte la séance sans laisser de pouvoir (annule le pouvoir accordé par Mme Marie-Christine PANOS).*

*M. Gilbert PASTOR quitte la séance sans laisser de pouvoir.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous passons à l'affaire suivante qui est l'affaire 83 : Hors commission. C'est l'opération Lauze Est – Garantie d'emprunt. Je vous propose, dans cette délibération, de corriger une erreur matérielle au niveau du dernier paragraphe et des dispositifs de la présente délibération qui concernent bien la SA3M et non la SERM. Si vous voulez bien en prendre note. S'il n'y a pas de question, je le mets au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSET, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 68 voix*

**AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION - ZAC EUROMEDECINE 2 - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

*M. Jean-Luc MEISSONNIER quitte la séance sans laisser de pouvoir (annule le pouvoir accordé par Mme Aline DESTAILLATS).*

**Madame la Présidente de séance**

Hors commission, l'affaire 84 : ZAC Euromédecine 2 – Communes de Montpellier et de Grabels – Garantie d'emprunt à la SERM. Je passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 65 voix*

**AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE GESTION ENTRE LA MÉTROPOLE DE MONTPELLIER ET LA VILLE DE MONTPELLIER RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE D'UNE CÔTE PART SALARIALE D'UN AGENT DE LA VILLE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE DE LA MÉTROPOLE - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 85 : Convention de gestion entre la Métropole de Montpellier et la Ville de Montpellier relative à la prise en charge d'une côte part salariale d'un agent de la Ville dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole. Quelqu'un veut plus d'explications ? Je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION – PRÉCISIONS RELATIVES AUX TARIFS - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2019-777 DU 18 DECEMBRE 2019 - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Point n° 86 : ce sont des précisions relatives aux tarifs. Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier les tarifs de la fourrière animale afin de reconduire la grille tarifaire appliquée pour l'année 2019. Si vous avez besoin de plus d'explications, le rapporteur est Monsieur LEVITA. Pas de question.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION – BILAN D'ACTIVITÉS DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - INFORMATION**

*Mme Titina DASYLVA entre en séance.*

*M. Yvon PELLET quitte la séance sans laisser de pouvoir (annule le pouvoir accordé par M. Jean-François AUDRIN).*

**Madame la Présidente de séance**

Le point n° 87, c'est le bilan d'activité du Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole. Concernant cette présentation du bilan du Conseil de développement de la Métropole, je vous prie de bien vouloir excuser Katia VIDIC, sa présidente, qui est retenue par ses obligations professionnelles et qui ne peut être parmi nous aujourd'hui.

Je profite de ce moment pour la remercier chaleureusement pour son implication au sein du Conseil de développement depuis sa nomination par Philippe SAUREL le 2 mars 2015, pour son travail qu'elle et son équipe de bénévoles ont su apporter à la Métropole car l'engagement de l'ensemble des membres du Conseil de développement est complètement bénévole ; il est pris sur leur temps professionnel, personnel et familial. C'est important de le souligner. Le Conseil de développement, c'est l'expertise de la société civile au service de la réflexion des élus à travers des savoir-faire, des expériences, des compétences. Le Conseil de développement a été consulté sur les principales orientations de la Métropole, sur les documents de prospective ou de planification. Il a apporté une vision innovante de la société civile car nous avons la chance d'avoir une société civile impliquée et créative, un laboratoire d'idées, une force de proposition pour les élus. Le bilan du Conseil de développement de Montpellier Métropole est un bilan riche ; riche de l'engagement de la société civile, riche d'idées et d'échanges. Au nom du Conseil métropolitain, je leur présente mes remerciements pour leur collaboration et leur mobilisation. Je voudrais bien qu'on les applaudisse, s'il vous plaît.

Il n'y a pas de vote sur ce point. Le Conseil doit prendre acte.

*Le Conseil prend acte.*



**AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE LRAD (LANGUEDOCROUSSILLON AGENCE DE DÉVELOPPEMENT) - CESSIION DES ACTIONS DE LA SPL LRAD AUPRES DE LA SPL MPC - APPROBATION**

*M. Thierry DEWINTRE (avec le pouvoir de M. Cyril MEUNIER) entre en séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Nous arrivons à l'affaire 88 : Société Publique Locale LRAD. Ce sont des cessions d'actions. La 88 et la 89 vont se compléter puisque dans l'une, on cède les actions de la SPL LRAD auprès de la SPL MPC et ensuite nous allons acquérir les actions auprès de la Région Occitanie. Je ne sais pas si vous voulez plus d'explications sur les points 88 et 89. C'est bon.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 89 : HORS COMMISSION - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE MIDI-PYRÉNÉES CONSTRUCTION (MPC) - PRINCIPE DE PRISE DE PARTICIPATION - ACQUISITION D'ACTIONS AUPRÈS DE LA RÉGION OCCITANIE - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

Le point 89 : dans l'attente du renouvellement de la nouvelle assemblée délibérante, je vous propose la candidature de Mme Isabelle MARSALA.

*Il est proposé de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Assemblées générales et du Conseil d'administration, ou de l'Assemblée spéciale de la Société Publique Locale Midi-Pyrénées Construction (MPC).*

*Madame la Présidente propose la candidature suivante :*

*- Isabelle MARSALA*

*Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.*

*Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 71 voix*

**AFFAIRE N° 90 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES - MONTANTS PREVISIONNELS 2020 - APPROBATION**

**Madame la Présidente de séance**

J'arrive au point 90 : attributions de compensation aux communes. C'est Max. Est-ce que tu veux dire un mot ? Non. C'est reconduit. C'est pareil. Si cela vous convient, je passe au vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 72 voix*

**AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE RADIO NOVA, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes Stéphanie JANNIN et Patricia MIRALLES sortent définitivement de séance.*

**Madame la Présidente de séance**

Le point 91, c'est la convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Je suppose que c'est une reconduction. C'est ça, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ? Est-ce que vous avez besoin de plus d'explications ? Non. Je passe donc au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour éviter que vous partiez après le point 92, vous allez me laisser deux secondes pour vous dire que je voudrais vous remercier tous, que j'étais très heureuse de travailler avec vous tous, élus qui êtes ici, Conseillers communautaires. Je finis un peu en apothéose. Même s'il y a eu un peu houle sur la fin, ça a été un vrai bonheur de travailler avec vous. Ça a été un bonheur encore plus grand – et j'espère que vous le comprendrez – avec les agents de la Métropole car nous avons vraiment des services très compétents. Que ce soit ma compétence directe ou les transversales où j'ai dû m'immiscer, que ce soient les services du cabinet, du protocole, de tout ce que vous voulez, je trouve qu'ils ont fait un travail avec nous remarquable et peut-être que nous pourrions les applaudir, si cela vous convient.

Merci pour eux et merci aussi pour vous puisque nous faisons aussi partie de cette équipe.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 70 voix*

**AFFAIRE N° 92 : HORS COMMISSION - ACTIONS DESIGN - CONVENTION DE PARTENARIAT 2020 AVEC L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Madame la Présidente de séance**

Le point 92 qui va clôturer ce Conseil de Métropole de ce soir, le dernier Conseil du mandat, ce sont les Actions Design – Convention de partenariat 2020 avec l'École nationale supérieure d'Architecture de Montpellier à qui nous allons attribuer une subvention. Je ne sais pas si vous avez des points particuliers à poser comme question sur ce dossier. S'il n'y en a pas, je passe au vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Marie-Hélène SANTARELLI.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 69 voix*

**Madame la Présidente de séance**

Je vous remercie très chaleureusement et je vous retrouve là-haut avec une collation arrosée peut-être d'un peu de champagne ; nous verrons bien. Merci.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30.**